

The background features a large, textured blue watercolor shape on the left and a smaller, textured orange watercolor shape on the right. Several thin, golden lines form overlapping orbits around these shapes. In the bottom right corner, there is a yellow triangle above the EY logo and the text 'Building a better working world'.

Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2024

Attractive un jour, attractive toujours ?

ÉPISODE 1 | 2 mai 2024

Un Baromètre EY de l'attractivité de la France 2024, deux épisodes



En France, selon l'INSEE, 17 500 entreprises sont sous contrôle étranger (1 %), emploient 2,2 millions de personnes et contribuent à 16 % du PIB, 22 % de la R&D privée et 35 % des exportations industrielles.

Depuis plus de 20 ans, EY observe les flux et les mécanismes d'implantations internationales afin d'accompagner ses clients dans leurs projets de localisation et contribuer à l'élaboration des réformes qui encouragent l'investissement international.

Chaque année, EY interroge plusieurs milliers de dirigeants d'entreprises étrangères, de toutes tailles et de tous secteurs dans plus de 50 pays.

Cette année encore, les enseignements du Baromètre de l'attractivité de la France sont particulièrement denses et méritent un découpage en deux épisodes.

2 MAI 2024 | ÉPISODE 1

Dans cette 1^{re} partie, nous analysons les résultats des investissements étrangers en France en 2023 et l'opinion des dirigeants sur son attractivité :

- ▶ La France maintient-elle sa place en haut du podium ?
- ▶ Face à la concurrence américaine et chinoise, quelle est la promesse européenne ?
- ▶ Réindustrialisation, relocalisation, où en est l'Hexagone ?
- ▶ Image auprès des dirigeants internationaux : la France est-elle dans une forme olympique ?
- ▶ Quels territoires et quels secteurs tirent leur épingle du jeu et quels sont ceux qui sont à la peine ?

19 JUIN 2024 | ÉPISODE 2

Dans la seconde partie de ce baromètre, nous nous intéressons à l'attractivité future de la France, avec pour principale interrogation : « **La France de 2024 est-elle prête pour la France de 2030 ?** »

Nous revenons sur les priorités identifiées par les dirigeants internationaux afin que la France maintienne sa position concurrentielle dans l'économie mondiale.

Nous abordons aussi la manière dont la France peut soutenir l'attractivité de l'Europe et ce qui peut accélérer et soutenir les transformations technologiques et environnementales à l'œuvre au sein des entreprises et des organisations publiques.

L'étude de référence sur la réalité et la perception des investissements étrangers en Europe et en France

1

Le recensement des projets d'investissement étranger annoncés en 2023, en France et en Europe

Depuis 1997, le *EY European Investment Monitor* (EIM) recense les **annonces d'implantation ou d'extension de projets d'implantations étrangers dans 45 pays européens**, y compris en Turquie.

Les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données de l'EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

Le recensement prend en compte les annonces publiques et fermes d'investissements porteurs de créations d'emplois et les vérifie.

Ces flux d'implantation et d'extension se situent dans une très grande variété d'activités et de secteurs, mais en excluant certains tels que les hôtels, les surfaces de vente ou de restauration, dont la logique d'implantation relève de facteurs d'attractivité certes intéressants, mais structurellement différents des implantations industrielles, décisionnelles ou technologiques.

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets. Ainsi, celle de Business France intègre également les investissements de décarbonation, de digitalisation, de sauvegarde et de partenariats technologiques, y compris lorsqu'ils ne génèrent pas d'emplois. Par ailleurs, la base de données de Business France comprend, en plus des emplois créés, ceux qui ont été « maintenus » ainsi que les créations et les sauvegardes d'emplois projetées sur trois ans.

À l'inverse, l'*EY European Investment Monitor* se concentre sur les données au démarrage des projets, et ce de la même manière dans tous les pays européens (45 en 2023).

2

L'enquête auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers

La perception et les attentes des décideurs internationaux en matière d'attractivité de la France ont été recueillies au travers d'une enquête en ligne auprès de **204 décideurs internationaux** du 13 février au 19 mars 2024.

Les dirigeants impliqués dans les décisions d'investissement étranger ont été interrogés dans 23 pays, en anglais.

La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux, qu'il s'agisse de leur origine géographique (en grande partie issus de l'Union européenne), de leur origine sectorielle, ou de la taille des entreprises.

Sommaire

SYNTHÈSE & AVANT-PROPOS 5

1 **LA FRANCE EN EUROPE** 7
La course en tête

2 **LE MATCH FRANCE / ROYAUME-UNI** 14
*Entente cordiale
et concurrence frontale*

3 **LA PERCEPTION DES DIRIGEANTS** 20
*Des investisseurs confiants,
mais exigeants*

ANNEXES 45

4 **L'EMPLOI** 28
*Emploi en progrès,
compétitivité en question*

5 **L'INDUSTRIE** 33
*Une réindustrialisation en actes,
mais pas pour tous*

6 **LES TERRITOIRES** 41
*L'attractivité
en dehors des métropoles*

Attractive un jour...

ANGLES POSITIFS

Dans une Europe à la peine,
la France continue de faire la course en tête



Diminution en Europe du nombre de projets d'IDE annoncés en 2023 (5 694, -4 % vs 2022), loin des niveaux d'avant-Covid et du record atteint en 2017 (6 653).



Même tendance pour l'Hexagone en 2023 (1 194 projets, -5 % vs 2022), malgré une légère augmentation du nombre d'emplois créés (39 773, +4 % vs 2022).

La France est le pays le plus attractif d'Europe pour la 5^e année consécutive, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.



Résilience du Royaume-Uni en 2023 (985 projets, +6 % vs 2022), principalement due au Grand Londres, qui retrouve la 1^{re} place du classement européen des régions, mais aussi de la finance, de la tech et des sièges sociaux.



Baisse des IDE en Allemagne (733, -12 % vs 2022). Son faible taux de chômage et ses coûts salariaux élevés limitent la capacité à recruter. Les investisseurs industriels étrangers questionnent la pertinence de son modèle énergétique.



Des performances contrastées mais remarquées de la Turquie, l'Espagne, la Pologne et du Portugal, sur fond de réorganisation des *supply chains*, de relocalisation des activités industrielles et de consolidation des plateformes tertiaires.

Des investisseurs relativement confiants
et alignés avec certaines de nos grandes priorités

ENTRETIENS AVEC 204 DIRIGEANTS

Image en Europe : les dirigeants internationaux - et particulièrement ceux qui sont interrogés hors de France ou n'y sont pas encore - placent la France en tête des pays européens les plus attractifs, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Confiance en France : 76 % estiment que l'attractivité de la France va s'améliorer au cours des trois prochaines années (+23 p.p. vs 2023).

Les fondamentaux de l'Hexagone : compétences, infrastructures et marché constituent le socle de son attractivité. Signe que la stabilité paie, par-delà les critiques sur la complexité administrative et normative, l'environnement juridique et réglementaire n'est plus un handicap critique.

ANALYSE DES 1 194 PROJETS ANNONCÉS EN 2023

L'emploi se relève : près de 40 000 emplois créés par les investisseurs étrangers en 2023, soit 4 % de plus qu'en 2022.

La réindustrialisation en marche : 530 usines implantées ou étendues en 2023 (44 % des projets en France). L'Hexagone conserve la 1^{re} place européenne en nombre de projets et emplois industriels.

Des investissements internationaux dans tous les pans de l'économie : la France est parvenue à s'imposer dans 11 secteurs sur 15, notamment dans l'automobile, les équipements industriels, la logistique, la pharmaceutique et l'électronique.

La transformation de notre économie par les investissements étrangers : des résultats encourageants avec des projets de décarbonation et de robotisation de notre industrie mais aussi plus d'investissements dans les mobilités vertes, la santé, l'intelligence artificielle et le spatial.

Des zones rurales et des villes moyennes qui accueillent 45 % des IDE en 2023, mais aussi cinq régions françaises dans le top 15 européen cette année (Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est, Hauts-de-France, Occitanie).

... attractive toujours ?

ANGLES NÉGATIFS

L'enquête auprès des dirigeants souligne la persistance du déficit de compétitivité ainsi que l'impact du climat social et de la crise énergétique des derniers mois

Des critiques encore présentes sur le financement des entreprises, la compétitivité-coût et la fiscalité : ces éléments fondamentaux de la compétitivité figurent aux 14^e, 12^e et 11^e rangs des critères d'influence positive, en dépit des réformes et des mesures prises par le gouvernement ces dernières années.

Le climat social a marqué les esprits : la qualité de vie (13^e rang) subit des reproches qui n'étaient pas aussi marqués dans nos précédentes enquêtes.

Interrogations sur **l'ambition, la capacité ou la différence française en matière de transition écologique et numérique** : le niveau d'adoption technologique s'affiche au 5^e rang, mais la capacité d'innovation est à une décevante 9^e place et l'approche publique de la durabilité au 10^e rang.

Une France plus dure pour les PME : les petites et moyennes entreprises sont moins enclines (58 %) que les grands groupes (77 %) à s'implanter ou à envisager un développement de leurs activités en France au cours de l'année 2024.

Le coût de l'énergie, facteur critique : seuls 7 % des dirigeants jugent ce facteur capable d'influencer positivement leurs décisions, alors que le prix du MWh est objectivement revenu à un niveau acceptable (68 € en mars 2024 vs 54 € en mars 2021). Les dirigeants ont sans doute en mémoire les effets de la flambée des prix en 2022 (411 € en juillet) et 2023 (107 € en juillet), ainsi que les incertitudes possibles sur l'approvisionnement du fait notamment de la mise à l'arrêt d'une partie du parc nucléaire français.

L'analyse des projets confirme un écart de compétitivité par rapport à nos concurrents, et pointe des signaux faibles sur certains secteurs historiques et sur l'innovation

Trop peu de nouvelles implantations : seulement 36 % de *greenfield* vs 77 % en Allemagne et 75 % au Royaume-Uni. Sans doute un effet du rattrapage des investissements depuis 2018 et une incitation à davantage séduire de nouveaux entrants.

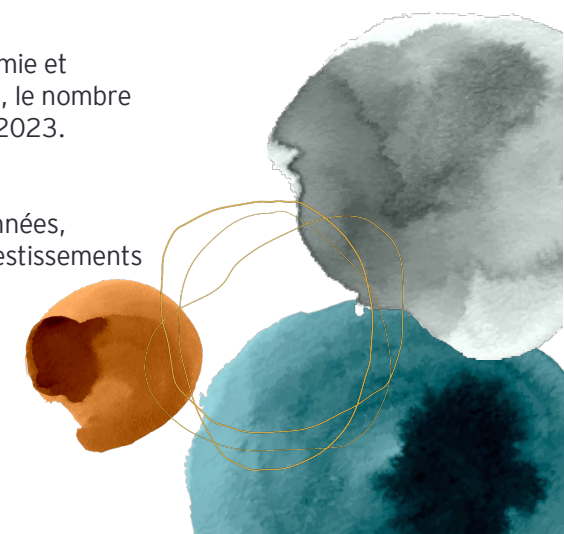
Trop peu d'emplois face aux coûts salariaux : 35 emplois en moyenne par projet, vs 49 en Allemagne et 61 au Royaume-Uni... et 299 en Espagne. Pour entraîner davantage l'emploi, la France doit encore améliorer sa compétitivité salariale.

Le Grand Londres reste le OG de l'Europe : en 2023, la France souffre toujours de la comparaison avec le Royaume-Uni sur les sièges sociaux (71 projets dans l'Hexagone vs 88 outre-Manche) et les services financiers (39 vs 108) et la *tech* (135 vs 255).

Attention à nos industries historiques : certaines, comme la chimie et l'agroalimentaire sont en perte de vitesse. Dans ces deux secteurs, le nombre de projets d'IDE diminuent respectivement de 23 % et de 24 % en 2023.

Essoufflement de l'innovation à la française ?

Dans la R&D, moteur de l'attractivité de la France ces dernières années, les projets marquent le pas (-15 % vs 2022) et les intentions d'investissements sont moins nettes qu'au Royaume-Uni (46 % vs 54 %).



LA FRANCE EN EUROPE

1

Dans une Europe à la peine,
la France continue de faire la course en tête

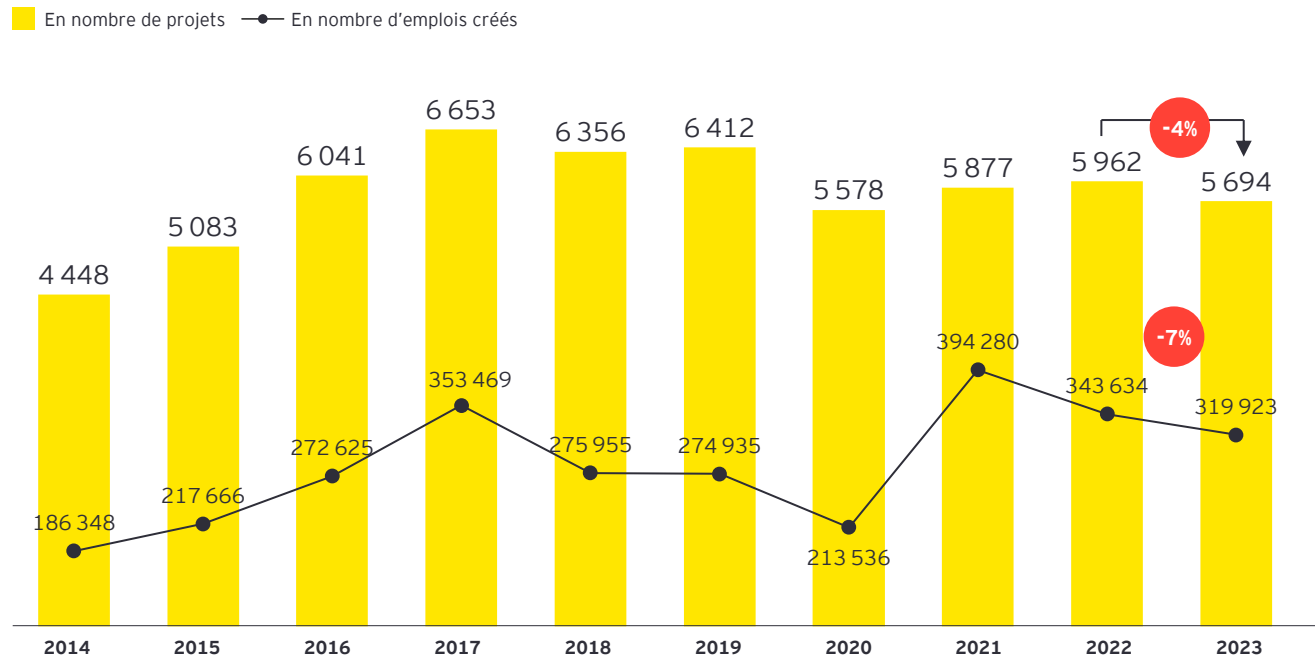


La conjoncture mondiale pèse sur les investissements internationaux en Europe

LES DONNÉES EY

En 2023, l'Europe a enregistré 5 694 projets d'investissements étrangers, soit une baisse de 4 % des implantations ou des extensions internationales par rapport à 2022. Le contrecoup du ralentissement économique, des chocs géopolitiques et énergétiques s'observe également sur l'emploi. Le nombre d'emplois créés par les investisseurs étrangers a chuté de 7 % en 2023.

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE ENTRE 2014 ET 2023 ET NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS PAR LES IDE



LE POINT DE VUE EY

Europe, où en es-tu ?

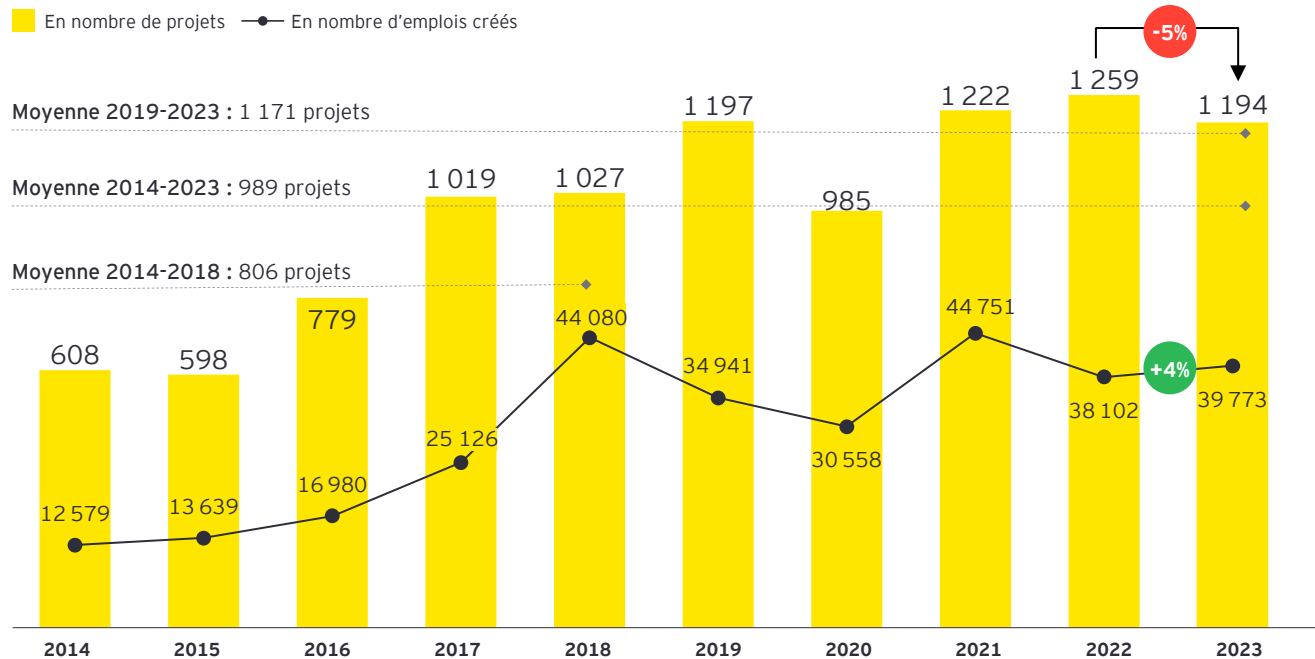
- Des méthodologies différentes de celles du *EY European Investment Monitor* peuvent être utilisées pour le recensement des projets d'investissements internationaux. Ainsi, celle de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) intègre également les investissements effectués dans les hôtels, restaurants et surfaces de vente, dans la mesure où ils génèrent de l'emploi.
- Selon la CNUCED, les projets d'IDE en Europe ont chuté de 20 % en 2023. En comparaison, ils ont progressé de 2 % aux États-Unis, de 8 % en Chine et de 17 % dans l'ensemble de l'Asie, Chine, Inde et pays de l'ASEAN en tête.
- La frilosité des investisseurs étrangers à l'égard de la « destination Europe » s'explique notamment par le net ralentissement de l'activité économique. Le taux de croissance de la zone Euro est passé de 3,4 % en 2022 à 0,4 % en 2023. Cette situation contraste avec celle observée aux États-Unis et en Asie, où la croissance économique a atteint respectivement 2,5 % et 5,6 % en 2023 (vs 1,9 % et 4,5 % en 2022).
- Les incertitudes sur la compétitivité européenne, les prix de l'énergie, l'efficacité de la réforme fiscale américaine (*Inflation Reduction Act*), les mutations technologiques - qui transforment les modes d'implantation - participent également à la baisse du nombre d'implantations en Europe en 2023. Tous ces facteurs influencent les décisions, et ce dans tous les secteurs.

L'attractivité tricolore résiste malgré le ralentissement économique

LES DONNÉES EY

Après plusieurs années de hausse (2020 excepté), au cours desquelles la France avait enchaîné les records, le nombre de projets d'investissements étrangers annoncés dans l'Hexagone a diminué en 2023 (-5 % vs 2022). En dépit de ce recul, le nombre d'IDE (1 194) demeure élevé, similaire à celui observé en 2019, avant la crise sanitaire (1 197).

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN FRANCE ENTRE 2014 ET 2023 ET NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS PAR LES IDE



LE POINT DE VUE EY

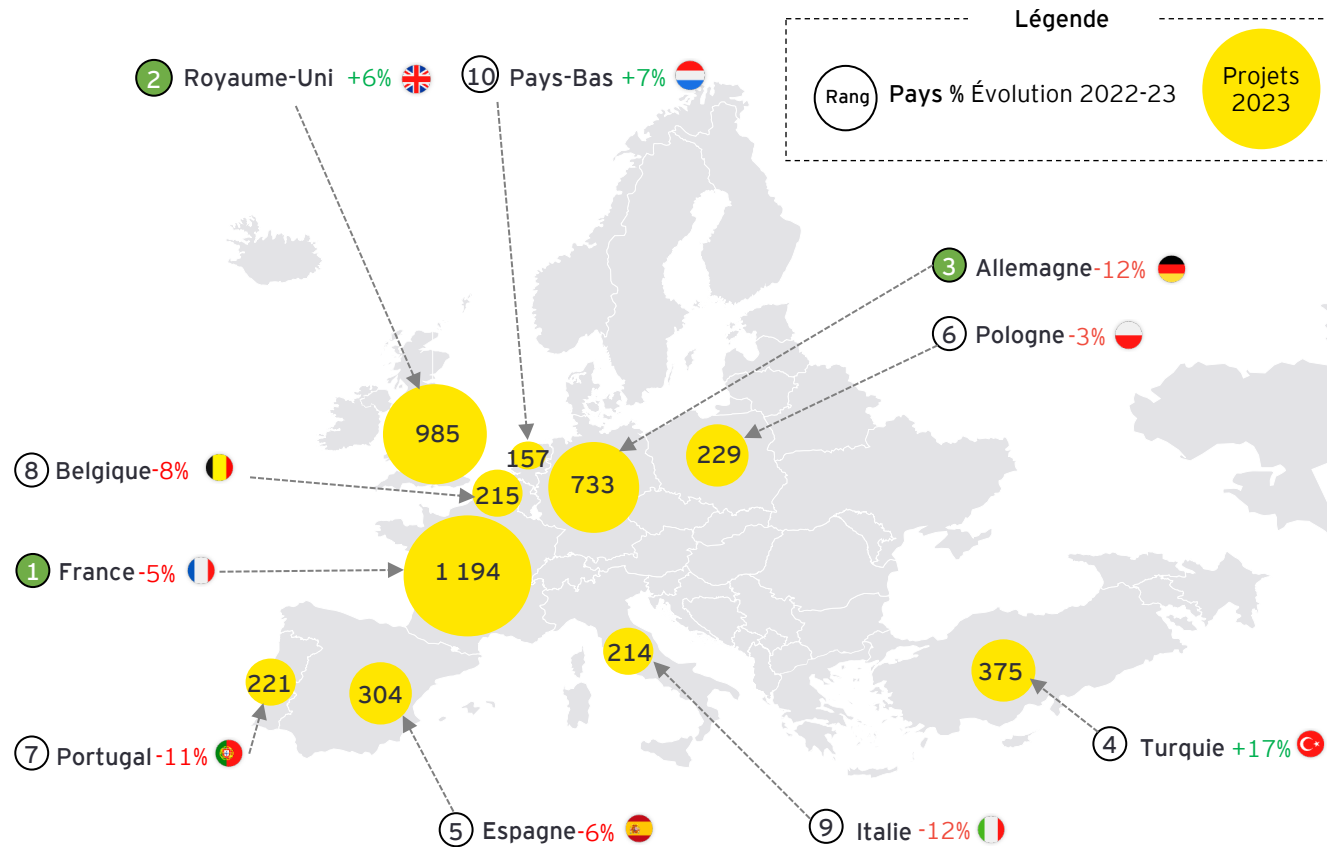
Le triple effet des réformes, de la situation de nos concurrents et du rattrapage des investissements

- ▶ Les récentes performances françaises sont notamment le fruit des vagues successives de réformes, qui se sont accélérées ces dix dernières années - réforme du code du travail, réduction de l'impôt sur les sociétés et sur le capital, baisse des impôts de production, loi Pacte, plans France Relance et France 2030...
- ▶ Encore aujourd'hui, l'Hexagone tire parti de cette politique de l'offre et bénéficie d'un mouvement de rattrapage des investissements. Son modèle est désormais jugé plus compétitif et attractif qu'avant 2017.
- ▶ Par ailleurs, alors que la France a sans doute également bénéficié des conséquences redoutées du Brexit et des difficultés allemandes, rien n'indique, non plus, qu'elle pourra encore compter, ces prochaines années, sur les attermolements de ses principaux concurrents.

La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne restent les moteurs de l'attractivité européenne

LES DONNÉES EY

10 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE EN 2023, EN NOMBRE DE PROJETS



LE POINT DE VUE EY

Les « Big 3 »

- ▶ Les trois plus grandes économies européennes dominent toujours. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont attiré plus de la moitié (51 %) de tous les projets d'IDE sur le continent.
- ▶ Malgré une baisse de 5 % par rapport à 2022, la France reste la première destination des IDE en Europe. Elle a bénéficié d'un effet de rattrapage, résultat de vagues successives de réformes et d'un climat plus favorable aux entreprises. Elle a également bénéficié des difficultés rencontrées par ses principaux concurrents.
- ▶ La solide performance du Royaume-Uni (+6 %) fait suite à une baisse de 6 % en 2022. Des fondamentaux solides (croissance, emploi, finances publiques...), une stratégie fiscale attractive et la résilience du Grand Londres, notamment dans la finance (108 projets) permettent au Royaume-Uni de rester la première destination des entreprises qui cherchent à établir leur siège social en Europe. Bien qu'il se soit distingué parmi les principaux concurrents en 2023, le nombre de projets au Royaume-Uni est resté nettement inférieur aux niveaux d'avant le Brexit.
- ▶ Les IDE en Allemagne ont diminué de 12 % en 2023, poursuivant leur baisse constante. Les investisseurs industriels ont été dissuadés par un mix énergétique à forte intensité de carbone, un faible taux de chômage et des coûts de main-d'œuvre élevés. Ces facteurs limitent la capacité de l'Allemagne à attirer davantage d'entreprises étrangères.

Pour la 5^e année consécutive, la France attire le plus grand nombre de projets d'investissements étrangers en Europe

LES DONNÉES EY

Avec 1 194 implantations ou extensions annoncées en 2023, la France conserve la première place du classement européen pour la 5^e année consécutive, devant le Royaume-Uni (985 projets d'investissements étrangers) et l'Allemagne (733).

15 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE EN 2023, EN NOMBRE DE PROJETS

#	VARIATION RANG 22/23	PAYS	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	VARIATION PROJETS 22/23
1	=	 France	1 194	1 259	-5 %
2	=	 Royaume-Uni	985	929	+6 %
3	=	 Allemagne	733	832	-12 %
4	+ 1	 Turquie	375	321	+17 %
5	- 1	 Espagne	304	324	-6 %
6	+ 2	 Pologne	229	237	-3 %
7	- 1	 Portugal	221	248	-11 %
8	+ 1	 Belgique	215	234	-8 %
9	- 2	 Italie	214	243	-12 %
10	+ 1	 Pays-Bas	157	147	+7 %
11	- 1	 Irlande	100	184	-46 %
12	+ 4	 Suisse	89	58	+53 %
13	- 1	 Autriche	80	101	-21 %
14	+ 4	 Hongrie	77	50	+54 %
15	- 1	 Serbie	76	74	+3 %
		Autres	645	721	-11 %
Total			5 694	5 962	-4 %

Les difficultés de l'économie allemande ont de fortes répercussions sur l'investissement étranger, tandis que le Royaume-Uni redresse la tête malgré le Brexit

LES DONNÉES EY

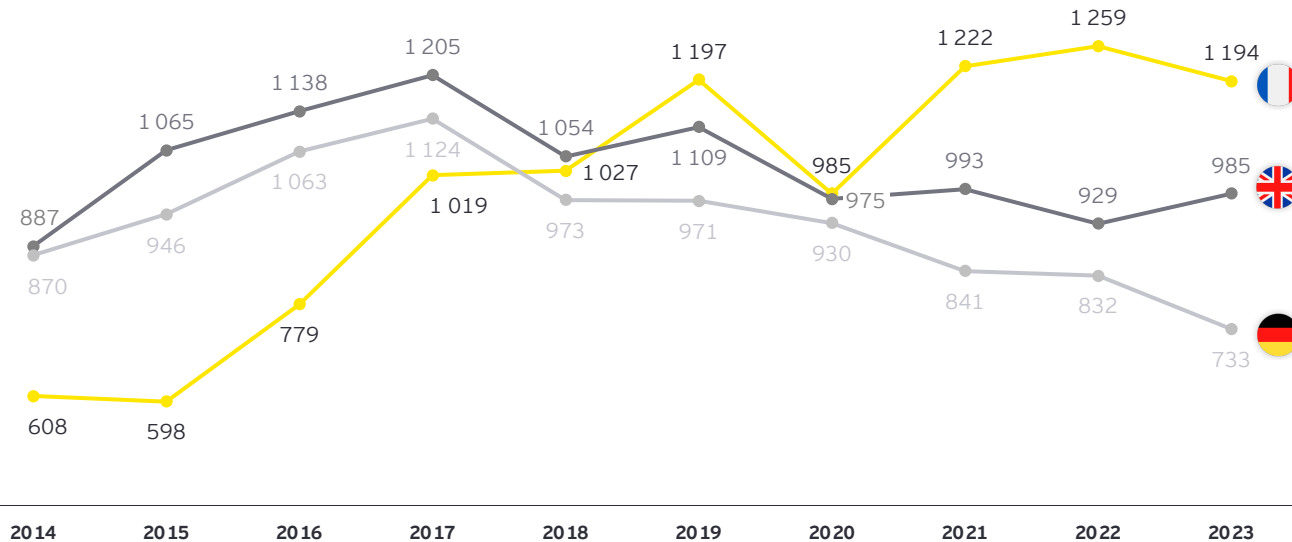
La « destination UK » demeure appréciée des investisseurs. En 2023, le Royaume-Uni a réussi à attirer 985 nouveaux projets, soit 6 % de plus qu'en 2022. En dépit de cette hausse, les implantations ou extensions étrangères y restent bien moins nombreuses qu'avant le Brexit (-18 % vs 2017). De son côté, l'Allemagne enregistre une nouvelle baisse du nombre de projets d'IDE (733, -12 % vs 2022).

LE POINT DE VUE EY

De nos correspondants à Londres et à Berlin

- ▶ Au sein du trio de tête, le Royaume-Uni est le seul pays à enregistrer une progression du nombre d'implantations et d'extensions en 2023 (+6 % vs 2022). En proie à une grande instabilité politique en 2022 (démission des gouvernements Johnson et Truss), mais aussi très affectés par l'inflation et la crise énergétique, nos voisins britanniques sont parvenus à rassurer les investisseurs étrangers. En 2023, le Royaume-Uni a réussi à attirer des projets plus créateurs d'emplois et plus stratégiques. Il demeure en effet le premier pays d'accueil des sièges sociaux en Europe, avec 88 projets recensés. Sa résilience est également celle du Grand Londres, région la plus attractive en nombre de projets d'IDE, mais aussi place forte pour la finance et la tech.
- ▶ La performance de l'Allemagne en 2023 tranche avec celle de ses concurrents. Notre concurrent outre-Rhin n'a accueilli « que » 733 projets l'année dernière. Certes, le faible taux de chômage et les coûts salariaux élevés limitent la capacité des *länder* à attirer davantage d'entreprises étrangères. Mais, la baisse significative des IDE en 2023 traduit, sans doute, aussi les interrogations des investisseurs étrangers, en particulier industriels, sur la pertinence de son modèle énergétique, sa capacité à faire face à ses récentes difficultés commerciales et à surmonter rapidement les différences politiques au sein du gouvernement pour mener à bien les réformes nécessaires à la transformation de son économie.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS ENTRE 2014 ET 2023 EN FRANCE, AU ROYAUME-UNI ET EN ALLEMAGNE



Dans le reste de l'Europe, des performances contrastées en 2023 et quelques tendances marquantes

Dynamique de l'Europe du *nearshore*

Sur fond de réorganisation des *supply chains* et de relocalisation des activités de production, plusieurs pays tirent leur épingle du jeu, en particulier au Sud et à l'Est de l'Europe.

Dans l'industrie, alors que le nombre de projets d'investissements étrangers diminue en 2023 sur l'ensemble du continent (-1 % vs 2022), il progresse en **Espagne** (+7 % vs 2022), en **Turquie** (+12 %), en **Pologne** (+17 %), en **Italie** (+18 %) et de manière spectaculaire en **Serbie** (+30 %), en **République Tchèque** (+70 %) ainsi qu'en **Hongrie** (+70 %). Ces pays séduisent les industriels étrangers pour leurs incitations avantageuses, mais aussi pour la disponibilité du foncier et le faible coût de leur main d'œuvre. En Pologne, par exemple, où 4 projets d'IDE sur 10 sont des implantations ou extensions d'usines, le coût de l'heure du travail dans l'industrie est trois fois moins élevé qu'en France ou qu'en Allemagne.

Certains de ces pays tirent également parti de la consolidation des plateformes tertiaires. C'est le cas notamment de la **Pologne**, où le nombre de projets de ce type a augmenté de 4 % en 2023 (vs 2022), mais aussi de **l'Espagne** (+6 %), de la **Grèce** (+44 %) et du **Portugal** (+20 %). Ce dernier a accueilli 103 projets de centres de services en 2023, essentiellement à Lisbonne et à Porto, soit près de la moitié du total des IDE (47 %).

Inquiétudes aux portes de l'Ukraine

Alors que la guerre en Ukraine s'enlise, les pays qui partagent leurs frontières avec l'un des deux belligérants enregistrent une chute significative du nombre d'investissements étrangers en 2023. C'est le cas de la **Roumanie** (-13 % vs 2022), de la **Finlande** (-32 %), mais aussi de l'ensemble des pays baltes, dont la **Lettonie** (-31 %) et la **Lituanie** (-40 %).

La performance de l'Espagne

Quand bien même la Péninsule ibérique enregistre une baisse du nombre d'investissements étrangers en 2023 (-6 % vs 2022), perdant au passage sa quatrième place au profit de la Turquie, sa performance est source d'espoirs. **L'Espagne** - Catalogne en tête - peut se réjouir d'avoir accueilli sur son territoire des investissements d'envergure dans des secteurs clés (usines de batteries et de panneaux photovoltaïques, centres de R&D en santé...). Notons qu'elle a également su attirer des projets plus intenses en capital et en emploi (299 emplois créés en moyenne vs 83 dans l'ensemble de l'Europe), séduisant les investisseurs étrangers pour la disponibilité de son foncier et sa compétitivité en matière d'énergie et de coût du travail (25,93 €/heure de travail dans l'industrie, vs 38,36 € dans le reste de la zone euro).

Le spleen des Pays-Bas, de la Belgique et de l'Irlande

Les pays dont l'économie est traditionnellement tournée vers les activités tertiaires et les centres de décision, à l'image des **Pays-Bas**, de la **Belgique** ou de **l'Irlande** souffrent toujours de la réorganisation des activités servicielles et peinent à retrouver les niveaux d'investissement d'avant-Covid. Bien qu'en progrès par rapport à 2022, les Pays-Bas sont à un de leurs plus bas niveaux en dix ans, tandis que la Belgique et l'Irlande enregistrent une nouvelle baisse du nombre d'IDE en 2023, respectivement de -8 % et de -46 %. En Irlande, l'ampleur de la chute s'explique aussi par la baisse des IDE dans la tech (-53 % vs 2022), qui représentaient, il y a deux ans, un tiers des investissements étrangers dans le pays.

Indicateurs sur la performance des principaux pays d'accueil des IDE en Europe en annexe.

LE MATCH FRANCE / ROYAUME-UNI



L'entente cordiale et la concurrence frontale

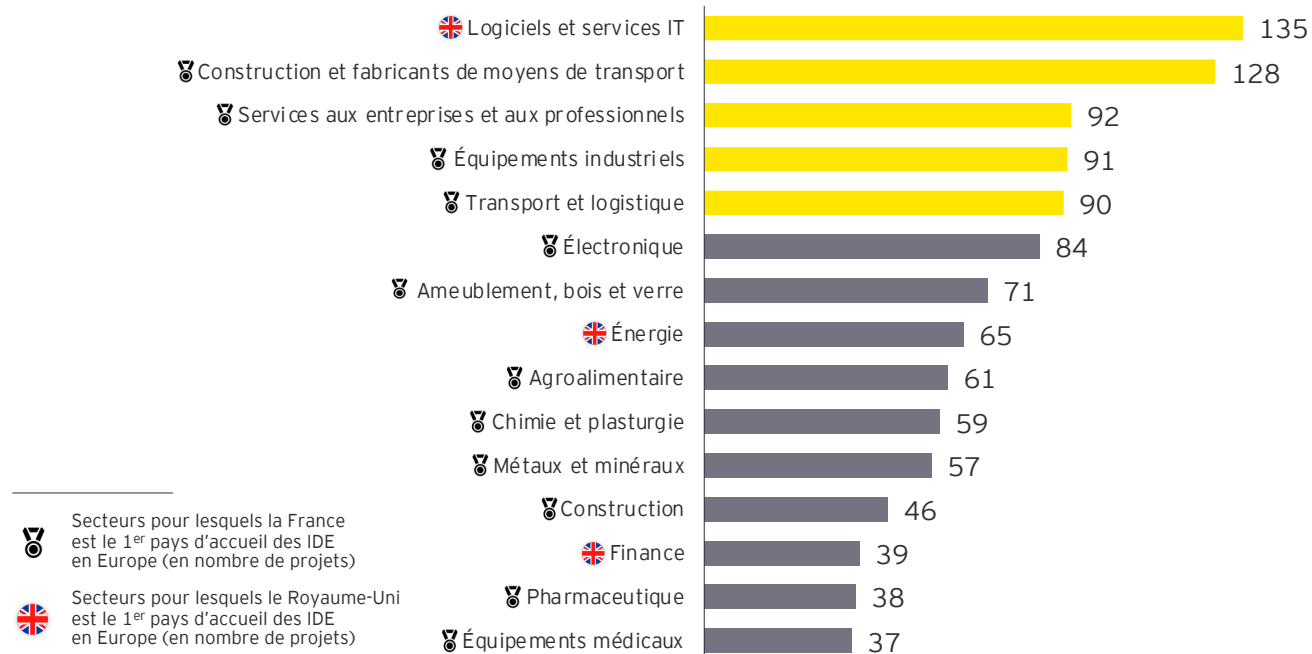
-
- ① ② ③ ④ ⑤ ⑥

La France parvient à s'imposer dans 11 secteurs sur 15, mais le Royaume-Uni nous devance dans les services, le digital et la finance

LES DONNÉES EY

Cette année encore, la France peut compter sur une très grande variété de savoir-faire sectoriels. Les investissements internationaux se déploient dans tous les pans de l'économie : dans les grands secteurs historiques (automobile, aéronautique, équipements industriels...) mais aussi dans les services aux entreprises. Dans l'Hexagone, les 5 premiers secteurs d'activité ne représentent que 45 % du total des projets d'IDE accueillis en 2023, tandis qu'ils représentent respectivement 62 % et 52 % du total au Royaume-Uni et en Allemagne.

PRINCIPAUX SECTEURS AYANT ACCUEILLI DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2023 (EN NOMBRE DE PROJETS)



LE POINT DE VUE EY

Pourquoi le Royaume-Uni résiste

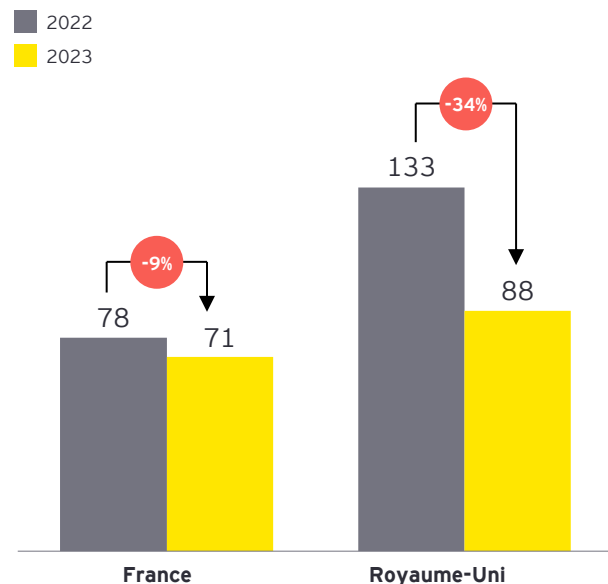
- ▶ Depuis la fin des années 90, qu'ils soient travaillistes ou conservateurs, les gouvernements mènent une politique pro-business lisible pour les investisseurs. Cette orientation n'a pas changé après le Brexit. Au classement mondial de la liberté économique et financière établi par le *Wall Street Journal* et la fondation Heritage, le Royaume-Uni se classe 9^e, la France 47^e.
- ▶ Baisse des cotisations sociales, amortissement accéléré de l'investissement, bouclier tarifaire pour contrer la crise énergétique, soutien à la consommation... nombreuses ont été les mesures ayant stimulé l'activité en 2023.
- ▶ En préservant un certain nombre d'intérêts du Royaume-Uni, l'accord commercial post-Brexit signé avec l'UE en 2020 est de nature à séduire les investisseurs étrangers.
- ▶ Dans la finance, les projets sont plus nombreux au Royaume-Uni en 2023 qu'en 2019 (108 vs 98). Davantage d'entreprises américaines s'y sont implantées qu'il y a cinq ans (38 vs 30).
- ▶ Dans l'énergie, il y a trois fois plus de projets en 2023 qu'en 2019 (92 vs 34), notamment en Écosse dans l'éolien offshore.
- ▶ Dans l'automobile ou la pharmacie, les entreprises américaines sont relativement fidèles au Royaume-Uni.
- ▶ Dans les centres de décision (cf. page 16), il y a une nette chute du nombre de projets depuis cinq ans. Mais le Royaume-Uni reste le principal pays d'accueil de ces fonctions stratégiques.
- ▶ Les pays du Commonwealth (Inde, Australie) ou ceux qui disposent de liens très forts avec le Royaume-Uni (Singapour, Hong-Kong) n'ont pas cessé d'investir Outre-Manche entre 2019 et 2023.

Sur les sièges sociaux et les services financiers, la France souffre toujours de la comparaison avec le Royaume-Uni et le Grand Londres

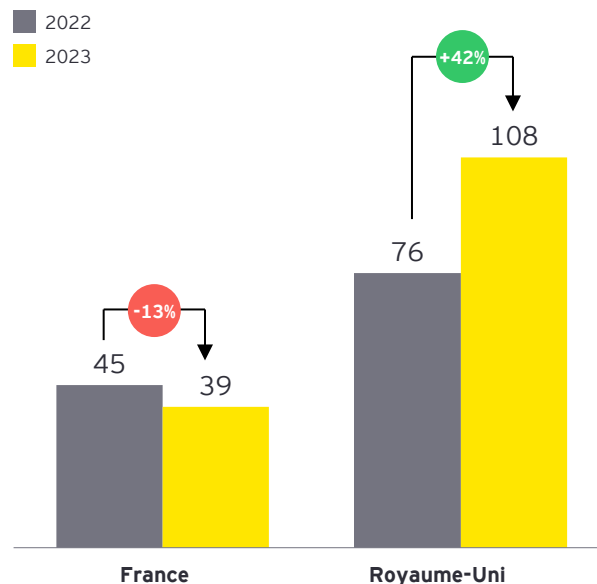
LES DONNÉES EY

Avec 71 projets concernant des centres de décision en 2023, la France fait encore moins bien que son concurrent britannique, pourtant fragilisé par le Brexit (88 projets). Dans le secteur financier, l'écart est encore plus saisissant : alors que l'Hexagone a attiré 39 nouveaux projets en 2023 (-13 % vs 2022), 108 investisseurs étrangers ont fait le choix de s'implanter ou d'étendre leurs opérations au Royaume-Uni, soit 42 % de plus qu'en 2022.

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES SIÈGES SOCIAUX EN FRANCE ET AU ROYAUME-UNI EN 2023



NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES SERVICES FINANCIERS EN FRANCE ET AU ROYAUME-UNI EN 2023



LE POINT DE VUE EY

Derrière le Royaume-Uni, mais devant le reste de l'Europe

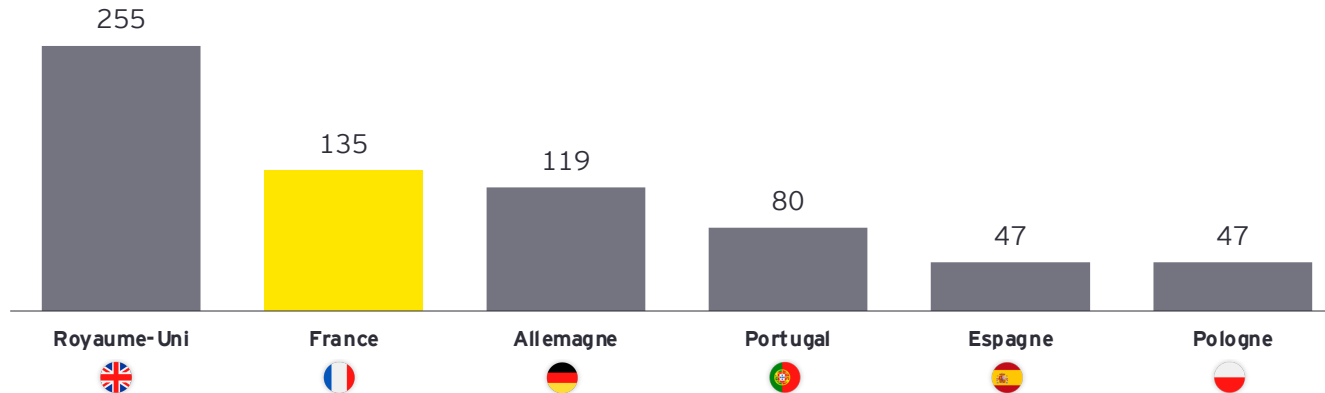
- ▶ Malgré la baisse du nombre d'implantations et d'extensions de sièges sociaux en 2023 (-34 % vs 2022), la France conserve la deuxième place du classement européen pour ce type de projets, devant l'Allemagne (29 projets), l'Irlande (6), le Luxembourg (5) et les Pays-Bas (5). Cependant, l'Hexagone a plus de difficultés que ses principaux concurrents à attirer des QG d'envergure européenne ou mondiale, à peine un tiers d'entre eux en 2023, contre 62 % outre-Rhin.
- ▶ Dans le secteur financier, loin derrière le Royaume-Uni, la France fait un peu mieux que le reste de l'Europe, avec un projet d'IDE de plus que son concurrent n°1 en 2023 (l'Allemagne, 38 projets).
- ▶ Par ailleurs, notons que, depuis le Brexit, Paris a su s'attirer les faveurs de nombreuses grandes banques, notamment américaines (224 implantations et extensions entre 2017 et 2023), certaines d'entre elles relocalisant une partie de leurs activités britanniques. Depuis 2016, selon une étude réalisée par EY en 2022, plus de 2 800 banquiers et financiers ont quitté Londres pour s'installer à Paris (sur la même période, 3 500 emplois y ont été créés dans la banque).

Dans le digital, la France reste loin derrière le Royaume-Uni

LES DONNÉES EY

Dans le numérique, secteur le plus attractif en Europe en 2023, la France est très nettement distancée par son voisin britannique. Le Royaume-Uni a attiré près de deux fois plus d'investissements que la France dans la tech (255 vs 135), à l'image des implantations et extensions de **Zoom**, **Open AI**, **HCL Technologies** ou encore de l'entreprise française **Klaxoon**. En comparaison avec la France, les start-up du secteur y trouvent d'ailleurs plus facilement les financements nécessaires à leur croissance. En 2023, selon le dernier *baromètre EY du capital-risque*, les pépites britanniques ont levé plus de 16 milliards d'euros. Celles de la French Tech, deux fois moins.

PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE NUMÉRIQUE EN 2023



Note : Parmi les entreprises du numérique/digital, figurent notamment les entreprises des services informatiques et conseils en technologie, les éditeurs de logiciels et développeurs d'applications, les marketplaces, les services cloud et les hébergeurs web, les réseaux sociaux, les développeurs de jeux vidéos, etc.

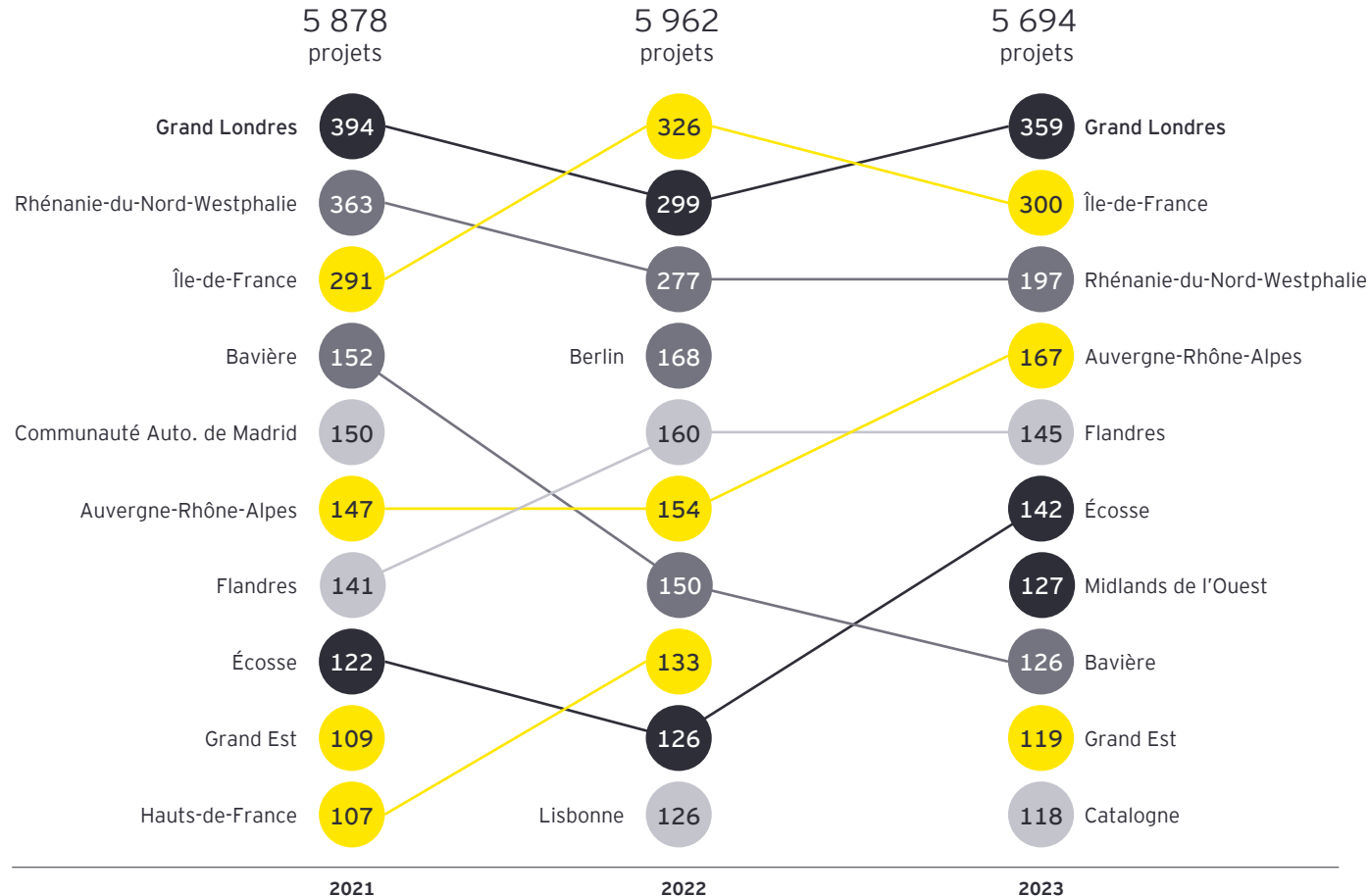
LE POINT DE VUE EY

En dépit du Brexit, quelques avantages du « British Digital »

- ▶ Ciblage des entreprises du digital dans toutes les régions du monde, notamment la R&D et les centres de décision, la fintech, les médias, le marketing digital, le cloud, l'intelligence artificielle, la cybersécurité...
- ▶ Politique proactive avec la mise en place des mesures pour attirer les investissements étrangers, notamment des incitations fiscales et des partenariats public-privé.
- ▶ Actions auprès des fonds, PE et VC de ces secteurs
- ▶ Mais aussi :
 - ▶ Fiscalité et droit du travail ;
 - ▶ Écosystème financement/investissement/conseil/médias ;
 - ▶ Capital risque de 15 Md€ dans les start-up britanniques en 2023 (vs 8 Md€ en France et 7 Md€ en Allemagne), principalement d'origine US ;
 - ▶ Cadre législatif, fiscal et administratif (statuts simplifiés Ltd & LLP, IS réduit, cotisations sociales minimum...)
 - ▶ Contribution des fonds de pension à l'investissement start-up (potentiel 50 Md€) ;
 - ▶ ...

Au classement des régions, le Grand Londres reprend la première place européenne, mais les deux grandes régions capitales ont des profils différents

PRINCIPALES RÉGIONS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE ENTRE 2021 ET 2023 - EN NOMBRE DE PROJETS



Grand Londres

Top 5 secteurs 2023

1. Logiciel et services SI (133)
2. Finance (81)
3. Services professionnels (39)
4. Santé (14)
5. Agroalimentaire (11)

77%

Top 3 activités 2023

1. Plateformes services (149)
2. Activités commerciales (123)
3. Sièges (41)

87%

Top 3 pays 2023

1. États-Unis (80)
2. Inde (38)
3. Turquie (17)

37%

Île-de-France

Top 5 secteurs 2023

1. Logiciel et services SI (68)
2. Services professionnels (44)
3. Finance (32)
4. Électronique (16) / Logistique (16) / Énergie (16)
5. Construction (15)

69%

Top 3 activités 2023

1. Plateformes services (113)
2. Activités commerciales (59)
3. Sièges (32)

68%

Top 3 pays 2023

1. États-Unis (78)
2. Royaume-Uni (26)
3. Allemagne (22)

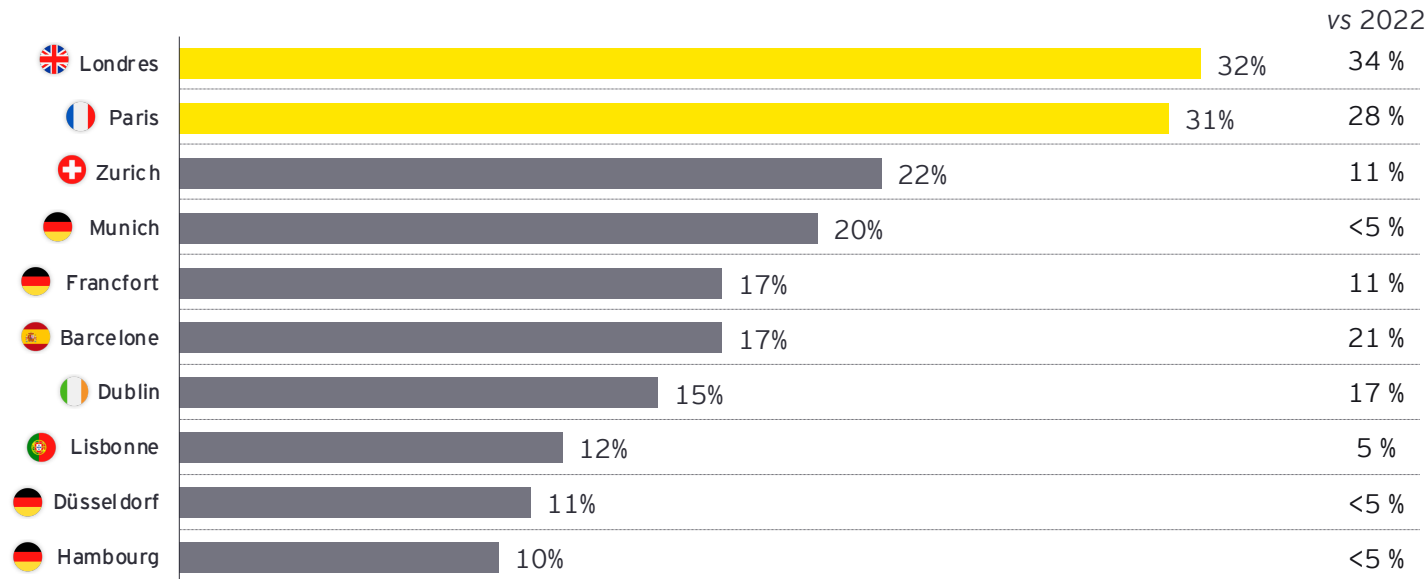
39%

Cependant, l'écart d'image entre Londres et Paris continue de se réduire

LES DONNÉES EY

32 % des dirigeants classent Londres parmi les trois premières villes d'investissement cette année (contre 34 % en 2022), soit un peu plus que les 31 % de Paris (contre 28 % en 2022). Clairement, ces deux métropoles font la course en tête et distancent le peloton. Zurich monte sur la troisième marche du podium (22 %), portée en partie par les réponses des entreprises de l'industrie pharmaceutique. La structure décentralisée de l'Allemagne lui confère quatre villes parmi les dix plus prisées par les investisseurs internationaux. Aucun autre pays n'est représenté par plus d'une ville dans le top 10.

QUELLES VILLES EUROPÉENNES SERONT, SELON VOUS, LES PLUS ATTRACTIVES POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES ? JUSQU'À 3 RÉPONSES SEULEMENT. LES 10 RÉPONSES LES PLUS CITÉES.



LA PERCEPTION DES DIRIGEANTS

3

Les investisseurs sont relativement confiants,
mais rappellent que notre compétitivité
doit encore progresser

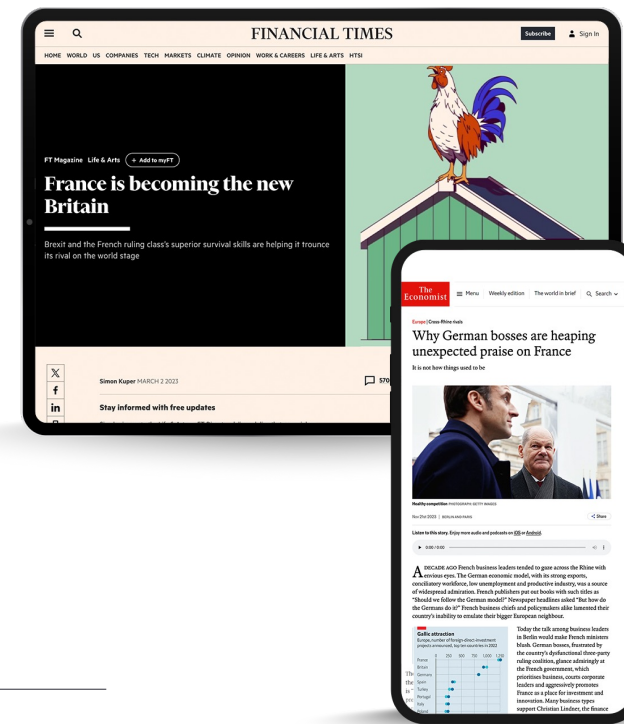
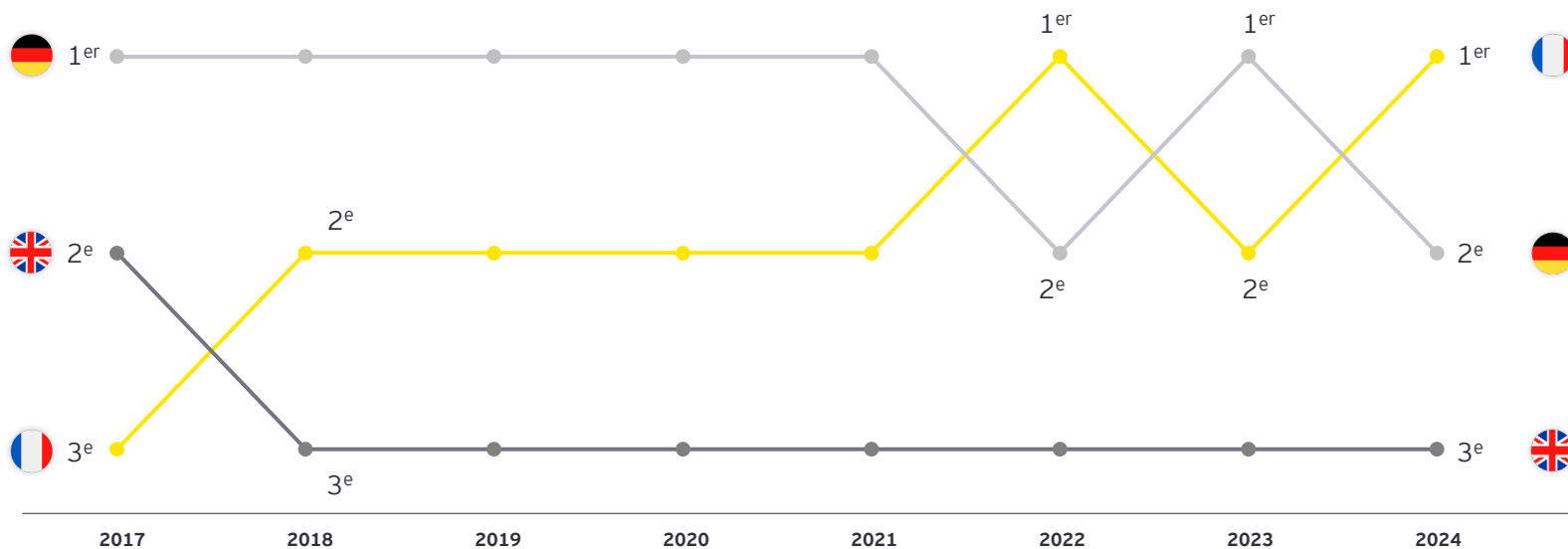
① ② ③ ④ ⑤ ⑥

Selon l'enquête d'image auprès de 500 dirigeants internationaux, la France dépasse l'Allemagne et fait à nouveau la course en tête

LES DONNÉES EY

Fait marquant cette année : notre enquête de perception, menée auprès de 500 dirigeants internationaux, place la France en tête des pays les plus attractifs en Europe pour les investissements étrangers, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni. Avec 34 % d'opinions favorables (vs 29 % et 25 % pour nos concurrents allemands et britanniques), l'Hexagone occupe une position qu'il avait déjà en 2022, mais qui est traditionnellement occupée par l'Allemagne, dont l'image reste, malgré la perte de la première place, celle d'un pays moteur en Europe.

QUELS PAYS EUROPÉENS SERONT LES PLUS ATTRACTIFS POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ?
3 RÉPONSES POSSIBLES UNIQUEMENT.



Source : enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (29 janvier - 1^{er} mars 2024)

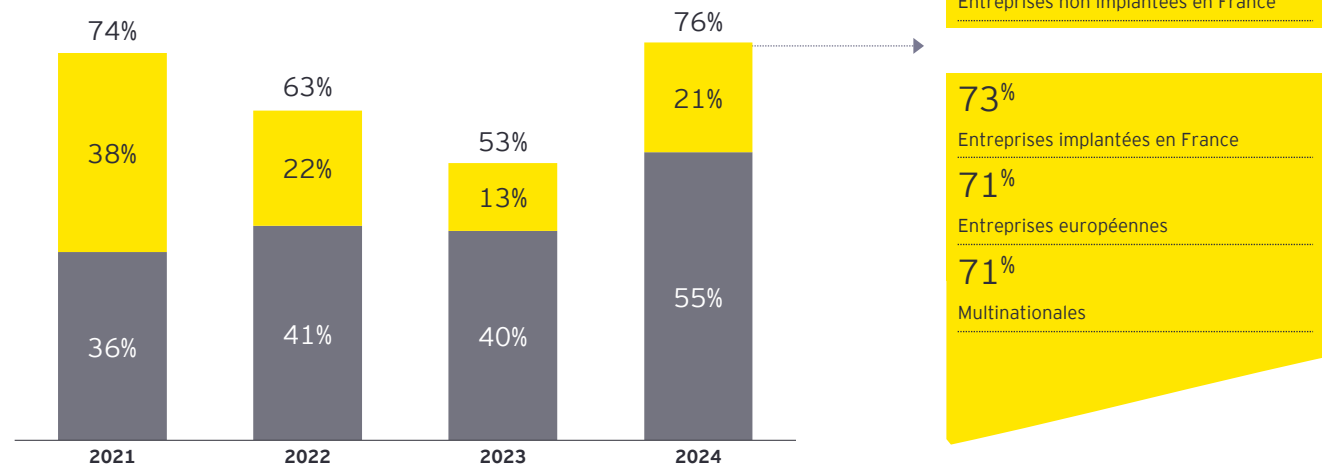
Les dirigeants, en particulier les plus éloignés de l'Hexagone, se déclarent confiants sur la capacité de la France à maintenir ou améliorer son attractivité

LES DONNÉES EY

Alors qu'ils n'étaient « que » 53 % en 2023 à estimer que la situation ne pouvait que s'améliorer au cours des trois prochaines années, ils sont désormais 76 %, soit autant qu'en 2021 lors de la sortie de crise sanitaire (74 %). Les entreprises non-européennes (84 %) et celles non-implantées en France (80 %) sont parmi les plus optimistes.

COMMENT PENSEZ-VOUS QUE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE VA ÉVOLUER AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES ?

■ Elle va significativement s'améliorer ■ Elle va légèrement s'améliorer



LE POINT DE VUE EY

Ces résultats cachent, en réalité, de réelles disparités selon la taille et la présence en France des investisseurs

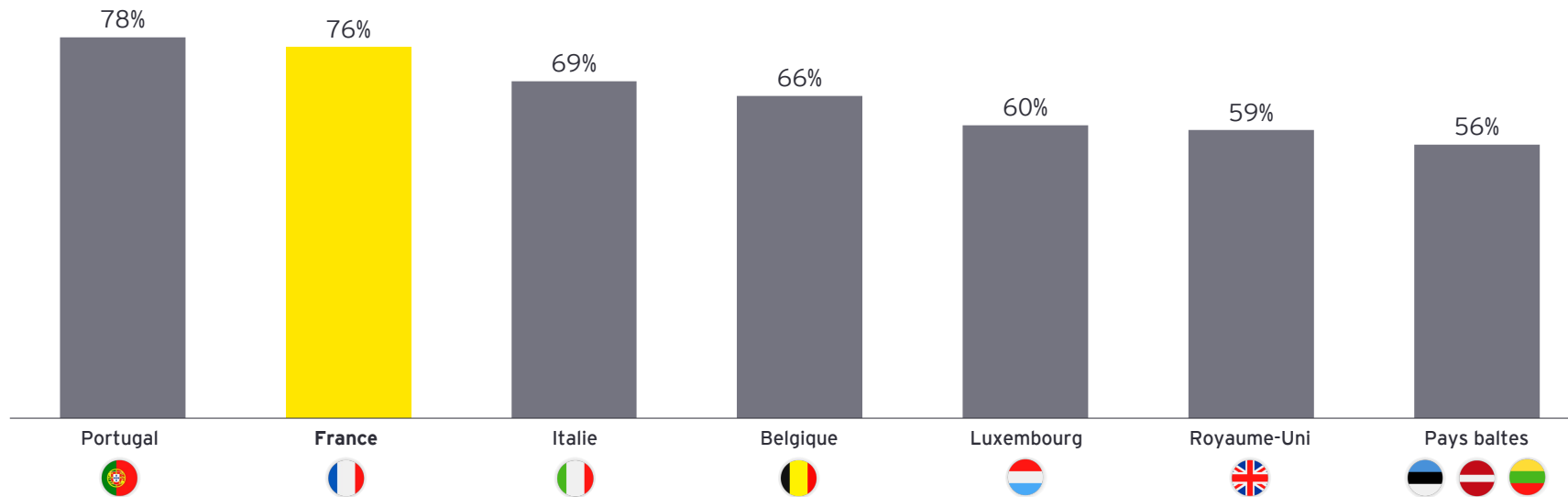
- ▶ Ils traduisent un maintien de la confiance en la capacité du gouvernement à soutenir une de ses priorités, l'attractivité et la compétitivité du site France pour les investissements étrangers.
- ▶ Ce résultat, qui peut paraître surprenant compte tenu de la situation de notre économie et des débats tranchés qu'elle suscite, s'explique bien par le crédit d'image dont la France bénéficie en dehors de nos frontières. Quant à la hausse de ce baromètre d'image, au moment de notre enquête l'année dernière, les tensions politiques et sociales avaient pu conduire les investisseurs étrangers à s'interroger sur la faculté de la France à mener les réformes nécessaires à l'amélioration de sa compétitivité, à la réduction de sa dette et de son déficit commercial, mais également à investir dans les infrastructures de santé et d'éducation.
- ▶ Si le climat social est plus apaisé que l'année passée, les difficultés pour le gouvernement actuel et ceux à venir restent, malgré tout, nombreuses. Les injonctions contradictoires sont multiples : l'Hexagone doit simplifier et accélérer le rythme de ses procédures, en particulier sur l'accès au foncier industriel et logistique... mais protéger son modèle environnemental ; il doit investir massivement dans les technologies innovantes et soutenir la transition écologique... mais contrôler ses dépenses publiques...

Ailleurs en Europe, l'optimisme est également de mise, mais il est souvent plus nuancé

LES DONNÉES EY

L'Hexagone n'est pas une exception. Les enquêtes menées par EY montrent que l'optimisme des dirigeants internationaux sur les perspectives à moyen terme concerne l'ensemble du Vieux Continent. Ce sentiment, perceptible en France (76 %), est également perceptible ailleurs en Europe. Mais de manière plus nuancée. Ainsi, le Royaume-Uni (59 %) semble toujours pâtir du Brexit tandis que les pays baltes (56 %), situés aux portes de la Russie, pâtissent des risques géopolitiques.

PART DES DIRIGEANTS ESTIMANT QUE L'ATTRACTIVITÉ DES PAYS SUIVANTS VA S'AMÉLIORER AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES

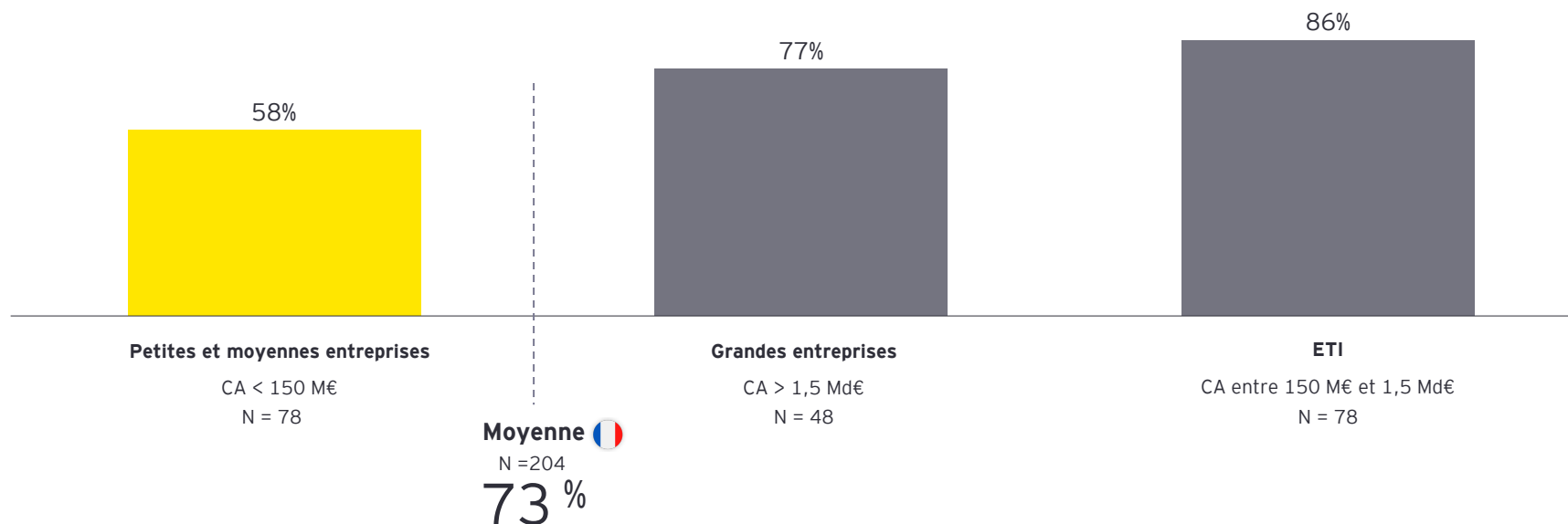


À très court terme, pour les investissements de 2024, les entreprises de plus petite taille se montrent plus réservées

LES DONNÉES EY

Plus vulnérables aux crises et plus prudentes face aux incertitudes qui pèsent sur notre économie, les petites et moyennes entreprises sont moins enclines que les grandes entreprises à s'implanter ou à développer des activités en France au cours de l'année à venir. Seules 58 % d'entre elles ont des projets immédiats d'investissement dans l'Hexagone (vs 77 % pour les grandes entreprises). Notons que ces disparités sont également perceptibles dans notre enquête européenne (57 % vs 88 %).

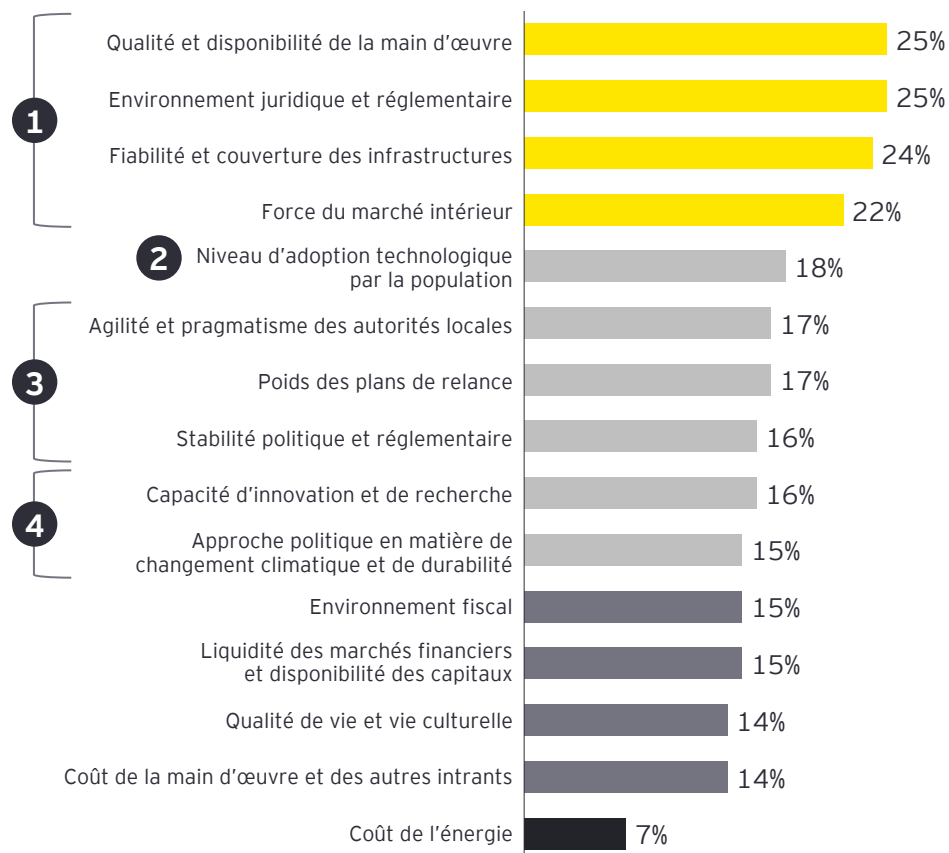
PART DES DIRIGEANTS ENVISAGEANT DE S'IMPLANTER OU DE DÉVELOPPER LEURS ACTIVITÉS EN FRANCE AU COURS DE L'ANNÉE 2024



Atouts : la qualité des compétences, la stabilité, l'équipement et la taille de l'économie française sont en tête des facteurs différenciants

LES DONNÉES EY

AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES, QUELS FACTEURS SONT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER POSITIVEMENT VOTRE CHOIX D'INVESTIR EN FRANCE ? TROIS RÉPONSES POSSIBLES.



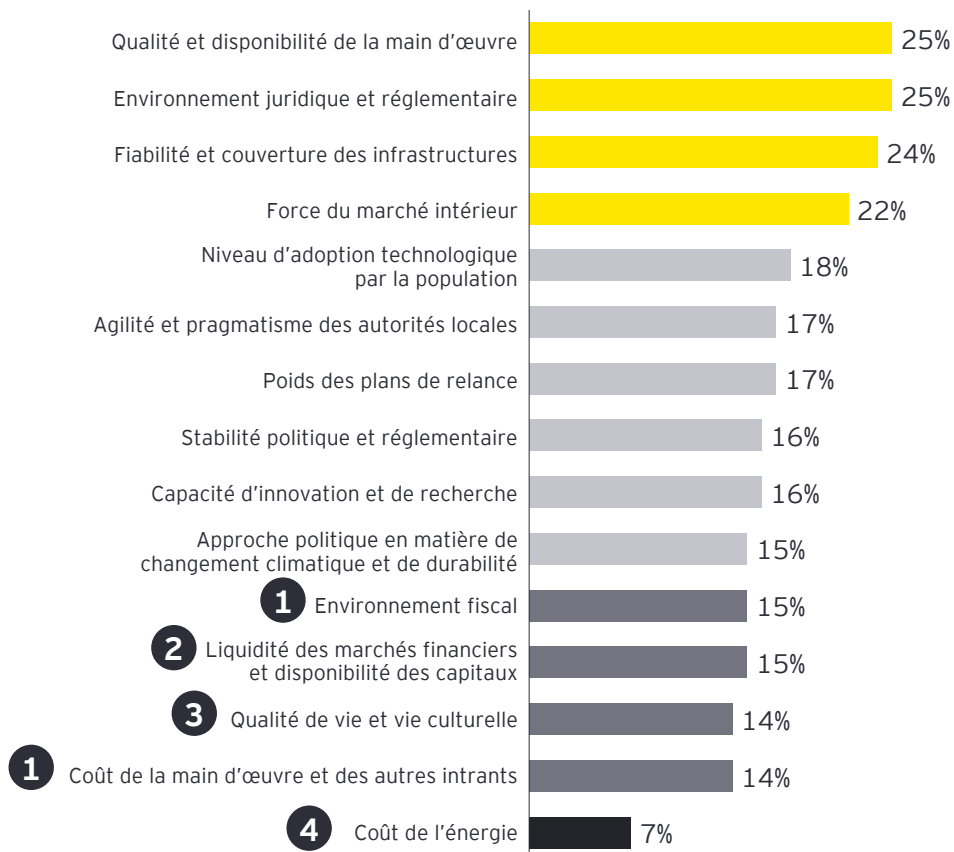
LE POINT DE VUE EY

- 1 **Les fondamentaux historiques du pays** (compétences, infrastructures, marché) constituent le socle de l'attractivité tricolore aux yeux des dirigeants internationaux. S'y ajoute l'environnement juridique et réglementaire qui a sans doute séduit par sa stabilité, par-delà les critiques sur sa complexité.
- 2 La population française pourrait faire une différence positive par sa capacité à stimuler les **usages numériques**, et donc la croissance du secteur.
- 3 En milieu du tableau et en contraste avec les critiques qu'il attire parfois, figure **l'appui public**, dont la constance des mesures en faveur des entreprises, le volume des plans de relance et de France 2030 ont marqué les esprits et préservé les résultats.
- 4 Symbolisé par des scores moyens à notre questionnaire, les dirigeants semblent s'interroger sur **l'ambition française en matière de transition écologique et d'innovation**.

Handicaps : les dirigeants soulignent la persistance du déficit de compétitivité ainsi que l'impact du climat social et de la crise énergétique des derniers mois

LES DONNÉES EY

AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES, QUELS FACTEURS SONT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER POSITIVEMENT VOTRE CHOIX D'INVESTIR EN FRANCE ? TROIS RÉPONSES POSSIBLES.

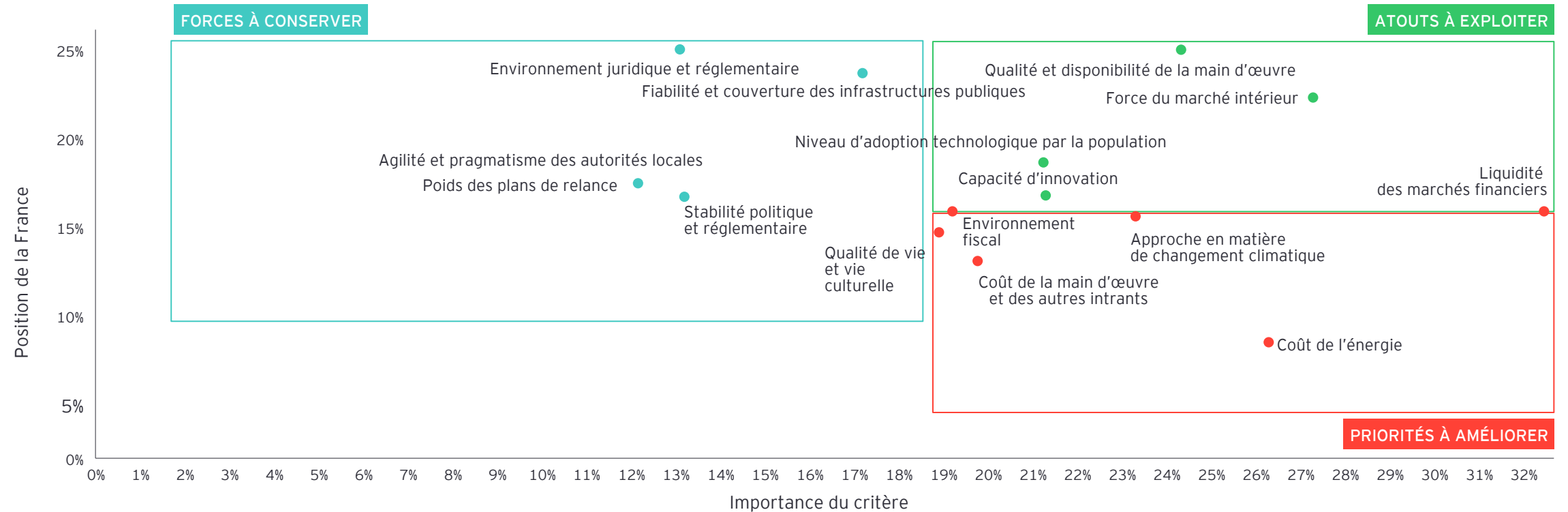


LE POINT DE VUE EY

- 1 Les critiques restent assez présentes sur **la compétitivité-coût et la fiscalité**, en dépit des réformes et des mesures prises par le gouvernement ces dernières années.
- 2 **L'accès au financement** est sans doute pénalisé par la hausse des taux d'intérêt, ainsi que la réduction des marges et des capacités d'investissement.
- 3 Signe que le **climat social** a marqué les esprits, la qualité de vie subit des reproches qui étaient moins apparents jusqu'à présent.
- 4 **Le coût de l'énergie reste un point de vigilance important**, alors que le prix du MWh est objectivement revenu à un niveau acceptable (68 € en mars 2024 vs 411€ en juillet 2022 et 54 € en mars 2021). Les dirigeants ont sans doute en mémoire les effets de la flambée des prix en 2022 et 2023, ainsi que les incertitudes possibles sur l'approvisionnement causées par la mise à l'arrêt d'une partie du parc nucléaire français.

La France doit continuer à agir sur quelques priorités qui comptent dans les décisions d'investissement des entreprises internationales

AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES, QUELS FACTEURS SONT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER POSITIVEMENT VOTRE CHOIX D'INVESTIR EN FRANCE ? TROIS RÉPONSES POSSIBLES.



Note : Position de la France = % des dirigeants indiquant que ce facteur est susceptible d'influencer positivement leur choix d'investir dans l'Hexagone ; Importance du critère = % des dirigeants indiquant que ce facteur fait partie des 3 facteurs les plus importants au moment de choisir un pays dans lequel investir

Sources : enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (13 février - 19 mars 2024), enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (29 janvier - 1^{er} mars 2024)

L'EMPLOI



En 2023, l'emploi se relève, mais l'Hexagone souffre toujours d'un déficit de compétitivité

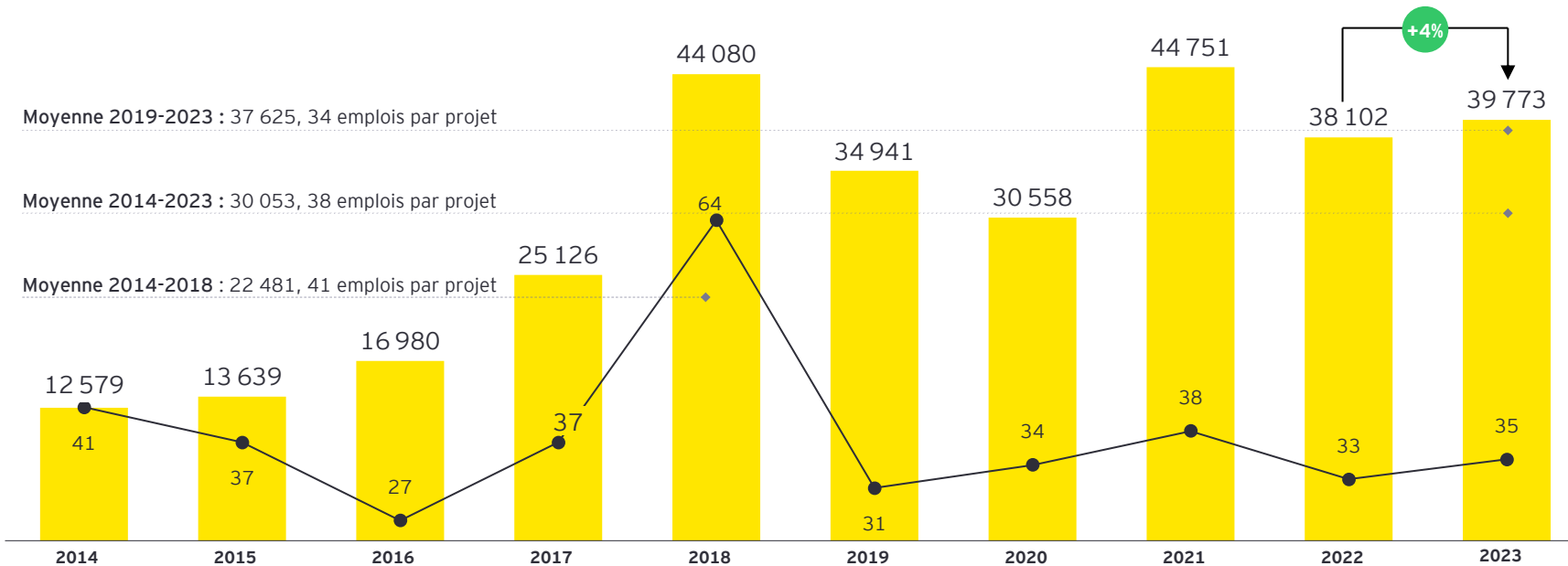


Malgré la baisse du nombre d'investissements, les entreprises à capitaux étrangers ont généré plus d'emplois en France en 2023

LES DONNÉES EY

Les 1 194 projets d'implantation ou d'extension en France ont contribué à la création de 39 773 emplois en 2023. En comparaison, en 2022, les 1 259 projets d'IDE avaient « apporté » plus de 38 000 nouveaux emplois dans nos territoires. Notons aussi que la taille moyenne des projets est en hausse en comparaison avec 2019, avant la crise sanitaire (31 emplois par projet vs 35 en 2023). Cette augmentation pourrait être le signe que les réformes du marché du travail et l'abaissement du niveau des charges sur les bas salaires, mais aussi la stabilité du cadre général de compétitivité ou encore la réforme de l'apprentissage, auraient eu un effet sur la taille des implantations et que les dirigeants sont moins « conservateurs » sur leurs recrutements en France qu'auparavant.

NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS PAR LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE ENTRE 2019 ET 2023 ET NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS PAR PROJET


















Note : le nombre moyen d'emplois par projet a été calculé en comptabilisant seulement les projets où le nombre d'emplois était renseigné.

Néanmoins, la France reste devancée par le Royaume-Uni et l'Espagne en nombre d'emplois créés par les projets d'investissements étrangers

LES DONNÉES EY

Avec 39 773 emplois créés par les projets d'investissements étrangers en 2023 (+4 % vs 2022), la France maintient sa place sur le podium européen, mais reste devancée par le Royaume-Uni et l'Espagne dont la progression est plus forte en 2023 (respectivement +12 % et +9 %).

15 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE EN 2023, EN NOMBRE D'EMPLOIS











#	VARIATION 22/23	PAYS	NOMBRE D'EMPLOIS EN 2023	NOMBRE D'EMPLOIS EN 2022	VARIATION EMPLOIS 22/23
1	=	 Royaume-Uni	52 211	46 779	+12 %
2	=	 Espagne	42 450	39 104	+9 %
3	=	 France	39 773	38 102	+4 %
4	+ 4	 Pologne	22 378	18 483	+21 %
5	+ 5	 Turquie	21 032	13 677	+54 %
6	=	 Portugal	18 259	21 944	-17 %
7	- 3	 Allemagne	14 261	33 548	-57 %
8	- 1	 Italie	14 004	20 313	-31 %
9	+ 4	 Hongrie	11 349	7 061	+61 %
10	- 1	 Serbie	11 116	16 018	-31 %
11	+ 4	 Grèce	6 425	4 719	+36 %
12	+ 12	 République Tchèque	6 259	1 750	+258 %
13	- 8	 Irlande	6 070	23 371	-74 %
14	- 4	 Suède	6 024	4 107	+47 %
15	- 1	 Roumanie	5 935	6 460	-8 %
		Autres	42 377	48 198	-12 %
Total			319 923	343 634	- 7 %

Les implantations et extensions en France sont moins denses en emplois que dans le reste de l'Europe, et la corrélation avec le coût du travail et la flexibilité de l'emploi est probable

LES DONNÉES EY

En moyenne, les investissements étrangers créent moins d'emplois dans l'Hexagone (35 par projet) que dans le reste des principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe (49 en Allemagne, 61 au Royaume-Uni).

NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS CRÉÉS PAR PROJET EN 2023 - PARMIS LES 10 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES IDE EN EUROPE

#	PAYS	NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS CRÉÉS PAR PROJET EN 2023	COÛT DE L'HEURE DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES MARCHANDS EN 2023	#
1	 Espagne	299	24,45 €	3
2	 Pologne	150	14,53 €	1
2	 Portugal	150	16,00 €	2
4	 Italie	101	29,67 €	5
5	 Royaume-Uni	61	28,59 €	4
6	 Turquie	61	n.d.	n.d.
7	 Allemagne	49	43,17 €	7
8	 France	35	43,35 €	8
9	 Belgique	30	47,20 €	9
10	 Pays-Bas	26	42,55 €	6

LE POINT DE VUE EY

Pour entraîner davantage d'emplois, la France doit notamment améliorer sa compétitivité-coût

- ▶ En matière de compétitivité, la France a réalisé d'importants progrès ces dernières années. Les nombreuses réformes entreprises (allègement des charges sociales sur les bas salaires, réformes du droit du travail...) ont permis de faire reculer certains handicaps.
- ▶ Toutefois, elles semblent encore loin d'être suffisantes pour entraîner la création d'emplois. L'analyse des projets suggère qu'en 2023, les pays qui sont parvenus à attirer les investissements les plus intenses en emplois sont ceux qui disposent du coût du travail le moins élevé.
- ▶ Alors, certes, la France n'a pas vocation à se comparer aux pays d'Europe du Sud et de l'Est, mais la comparaison avec le Royaume-Uni reste saisissante : le coût horaire du travail est 1,5 fois moins élevé outre-Manche. Or, en moyenne, les IDE y créent près de deux fois plus d'emplois.

Note : Le nombre moyen d'emplois par projet a été calculé en comptabilisant seulement les projets où le nombre d'emplois était renseigné.

Sources : EY European Investment Monitor 2024, Rexecode (2024)

Ces écarts sur l'emploi s'expliquent aussi par la difficulté de la France à attirer des projets *greenfield*, moins nombreux qu'au Royaume-Uni et qu'en Allemagne

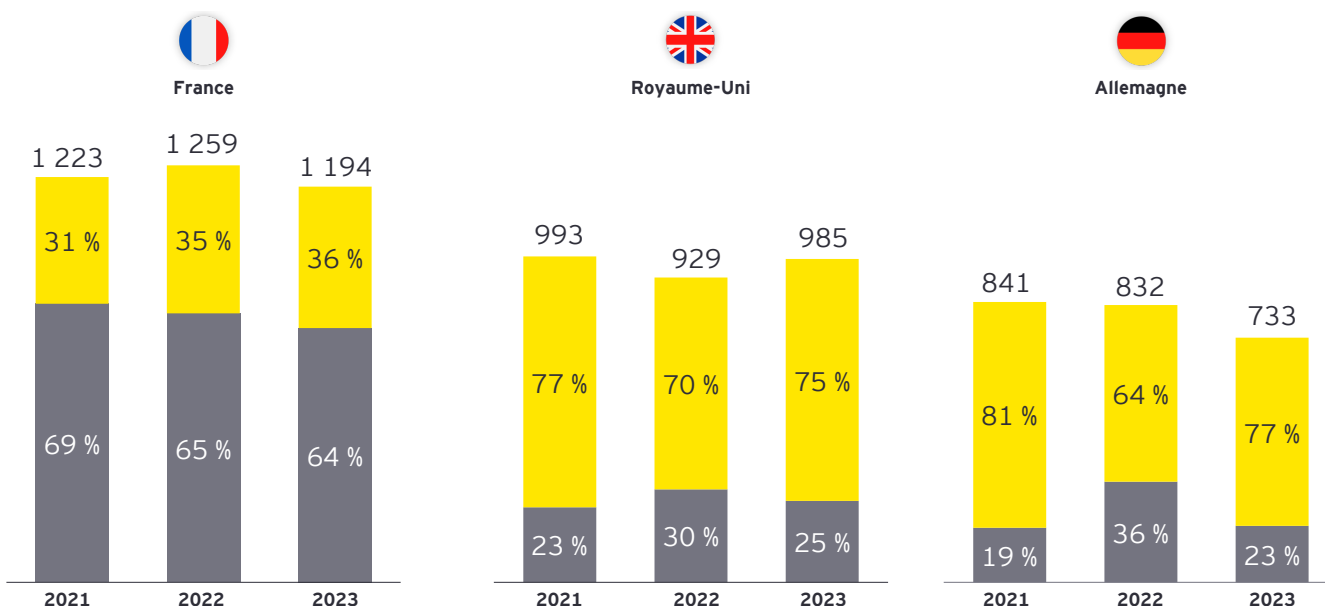
LES DONNÉES EY

Le Royaume-Uni et l'Allemagne accueillent davantage de créations *ex-nihilo* quand la France se contente plus souvent d'extensions de sites existants. Les projets *greenfield* représentent ainsi 75 % des implantations Outre-Manche et 77 % Outre-Rhin, contre seulement 36 % en France.

Notons, cependant, qu'en proportion, les projets de créations de sites ont progressé de 5 p.p. entre 2021 et 2023 (31 % vs 36 %).

PART DES PROJETS *GREENFIELD* VS EXTENSIONS

Greenfield Extension



LE POINT DE VUE EY

Extensions : rattrapage, prudence... ou fidélisation ?

- ▶ Plus élevé qu'ailleurs en Europe, le taux d'extension en France est principalement une indication du mouvement de « rattrapage » des investissements qui ne s'étaient pas réalisés dans l'Hexagone entre 2000 et 2015.
- ▶ Les extensions recensées sont majoritairement (61 %) des réinvestissements dans des unités industrielles existantes. Certains observateurs rappellent volontiers que ces extensions créent de l'emploi - presque autant que les nouvelles implantations - et sont nécessaires si la France veut décarboner et moderniser son outil productif. Ils voient également en celles-ci le signe d'une France qui fidélise ses investisseurs.
- ▶ Mais ce taux d'extension démontre aussi une certaine prudence des entreprises face au droit du travail à la gestion éventuelle d'aléas économiques et industrielles, à la complexité d'opérations de restructuration en France. Autre hypothèse souvent évoquée par les dirigeants, la durée des procédures, la rareté du foncier peuvent être des facteurs explicatifs d'une gestion par l'existant plutôt que la conduite de projets *ex-nihilo*.

RÉINDUSTRIALISATION



Une France plus industrielle,
mais quelques secteurs s'interrogent



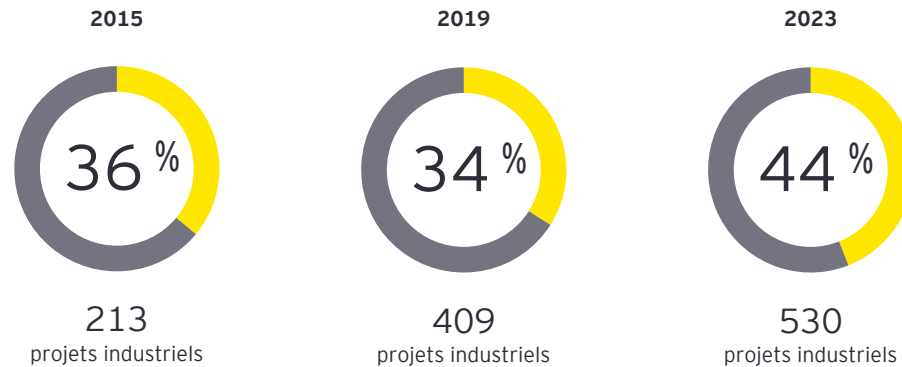
Avec 530 implantations ou extensions d'usines, soit 44 % des IDE annoncés en France en 2023, la réindustrialisation est en marche

LES DONNÉES EY

Malgré une légère baisse du nombre de projets d'investissements étrangers manufacturiers (-3 % vs 2022), l'industrie demeure l'un des principaux moteurs de l'attractivité de la France. En 2023, 44 % des projets d'IDE (530 sur 1 194) sont une implantation ou une extension d'usine (vs 36 % en 2015).

PART DES PROJETS MANUFACTURIERS AU SEIN DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE

■ Projets manufacturiers ■ Autres projets



Les secteurs qui font la croissance des projets industriels :

Automobile et aéronautique

Équipements industriels

Ameublement, bois, céramique et verre

Métaux et minéraux

Chimie et plasturgie

LE POINT DE VUE EY

Qualité des infrastructures, compétences, soutien public et énergie, atouts de notre attractivité industrielle

- ▶ Notre enquête auprès des dirigeants internationaux montre que la qualité des infrastructures de transport (25 %), mais aussi d'éducation et de formation (22 %), constitue, à leurs yeux, les principales forces de l'industrie tricolore.
- ▶ Les investisseurs étrangers apprécient également l'engagement du gouvernement et des autorités locales (21 %). Au-delà des plans d'investissement destinés à accélérer la transformation de nos secteurs industriels, l'État a apporté un soutien aux entreprises lors de la crise énergétique (bouclier tarifaire, étalement et garantie pour les PME et ETI...) dans un souci de préserver leur compétitivité.
- ▶ D'ailleurs, l'offre énergétique est perçue par les industriels étrangers (19 %) comme plus compétitive que celle de ses voisins européens, en particulier grâce au recours au nucléaire décarboné et moins coûteux.
- ▶ En revanche, pour attirer de plus gros projets et gagner en qualité, les investisseurs étrangers appellent la France à faire mieux en matière d'automatisation et de robotisation (19 %) et à aller plus vite pour délivrer les permis de construire et les autorisations environnementales (19 %) nécessaires à leur développement.

De nombreux projets d'investissements étrangers industriels participent à la transformation de notre économie

Les investisseurs étrangers participent à la décarbonation de notre outil productif

La décarbonation de notre industrie est l'une des priorités stratégiques des entreprises étrangères qui s'implantent ou développent des activités en France. Accompagnées par l'État, elles investissent, dans tous les territoires, afin de réduire leur empreinte environnementale. À Saint-Cyr-sur-Loire, par exemple, le groupe suédois **SKF** a engagé un investissement de 33 millions d'euros, avec pour objectif de soutenir son plus grand site français dans sa mue vers l'électrique et sa décarbonation. Le projet est soutenu à hauteur de six millions d'euros par le plan France 2030.

Dans l'industrie automobile, des investissements davantage tournés vers la mobilité électrique ou hybride

En 2023, près de quatre projets manufacturiers sur dix dans le secteur Automobile étaient destinés à la production de véhicules électriques et hybrides, contre trois projets sur dix en 2022 et à peine un projet sur dix en 2018. Cette évolution est symptomatique de la transformation de ce secteur d'activité et de la fin programmée des ventes de véhicules thermiques, mais n'est pas propre à la France. Au Royaume-Uni, par exemple, plus d'un tiers des implantations et extensions d'usines annoncées en 2023 avaient également pour ambition d'accroître les capacités de production de véhicules électriques et hybrides.

Dans les énergies renouvelables ou le nucléaire, les investissements étrangers accélèrent la transition énergétique

Près de 80 % des projets d'IDE dans le secteur de l'énergie en France en 2023 (65 projets) sont liés au développement des énergies renouvelables et du nucléaire. Une proportion qui, semble-t-il, n'a jamais été atteinte auparavant. Si la moitié de ces projets relève de l'ouverture de bureaux commerciaux ou de création de filiales dans l'Hexagone, l'autre moitié correspond à des investissements dans des sites de production ou des centres de R&D. Ces investissements contribuent au renforcement des filières industrielles françaises des énergies renouvelables et du nucléaire et répondent aux besoins de transformation de notre modèle énergétique.

Des usines plus digitalisées et plus robotisées

L'analyse des projets révèle qu'en 2023, les implantations et extensions d'usine participent aussi à la structuration d'une industrie 4.0. Ces investissements permettent à la France de combler une partie de son retard en matière de robotisation après des années de sous-investissements chroniques. Selon l'*International Federation of Robotics*, bien qu'en progression ces dernières années, le niveau de robotisation des entreprises industrielles implantées en France reste très inférieur à celui de nombreux pays asiatiques et européens, à l'image de l'Allemagne, de la Slovénie ou de l'Italie.

Dans le secteur de la santé, un accroissement des capacités de production et d'importants efforts d'innovation

La crise de la Covid-19 avait mis en évidence les difficultés d'approvisionnement en produits médicaux, avec une dépendance importante vis-à-vis des pays tiers pour les médicaments et les principes actifs. En 2023, peu d'entreprises étrangères ont annoncé rapatrier leur production en France, mais celles déjà implantées investissent pour augmenter leurs capacités de production et intensifier la recherche. Pas moins d'une quarantaine de projets répondent à ces objectifs. Soulignons qu'ailleurs en Europe, d'autres pays peuvent aussi se féliciter d'avoir su attirer des investissements de ce type, à l'image de ceux d'**AstraZeneca** et de **Moderna** en Espagne (centres de R&D à Barcelone et Madrid) ou de celui de **GSK** en Belgique (usine de production de vaccins contre la rougeole et la varicelle).

Dans l'IA, une première place pour une première vague d'investissements











En 2023, la France - Paris en tête - a attiré 17 projets liés à l'IA, soit davantage que le Royaume-Uni (12 projets) et l'Allemagne (9 projets). Les implantations et extensions dans l'Hexagone sont essentiellement des centres de R&D, à l'image de celui de **AI Redefined**, entreprise spécialisée dans les technologies de collaboration entre l'homme et l'intelligence artificielle. Ces projets témoignent de l'attrait de la France pour les investisseurs étrangers dans ce domaine. Notons également qu'en janvier 2024, **Google** a inauguré son nouveau centre pour l'IA à Paris, rejoignant ainsi **Meta**, **IBM** et **Samsung** parmi les entreprises dotées d'un centre de recherche en intelligence artificielle dans la capitale française.

La France conserve sa 1^{re} place européenne pour le nombre d'usines créées ou étendues et pour le nombre d'emplois générés dans les sites de production

LES DONNÉES EY

En 2023, la France est suivie par la Turquie, qui comptabilise 286 projets d'usines (+12 % vs 2022) et par le Royaume-Uni (150 projets en 2023, -14 %). Au sein du top 5, la Pologne enregistre la plus forte hausse des IDE industriels (+17 %, avec 95 projets). Elle ravit la 4^e place à l'Allemagne (86 projets, -19 %), dont le nombre de projets industriels a chuté de près de 50 % depuis 2019.

10 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS MANUFACTURIERS EN EUROPE EN 2023

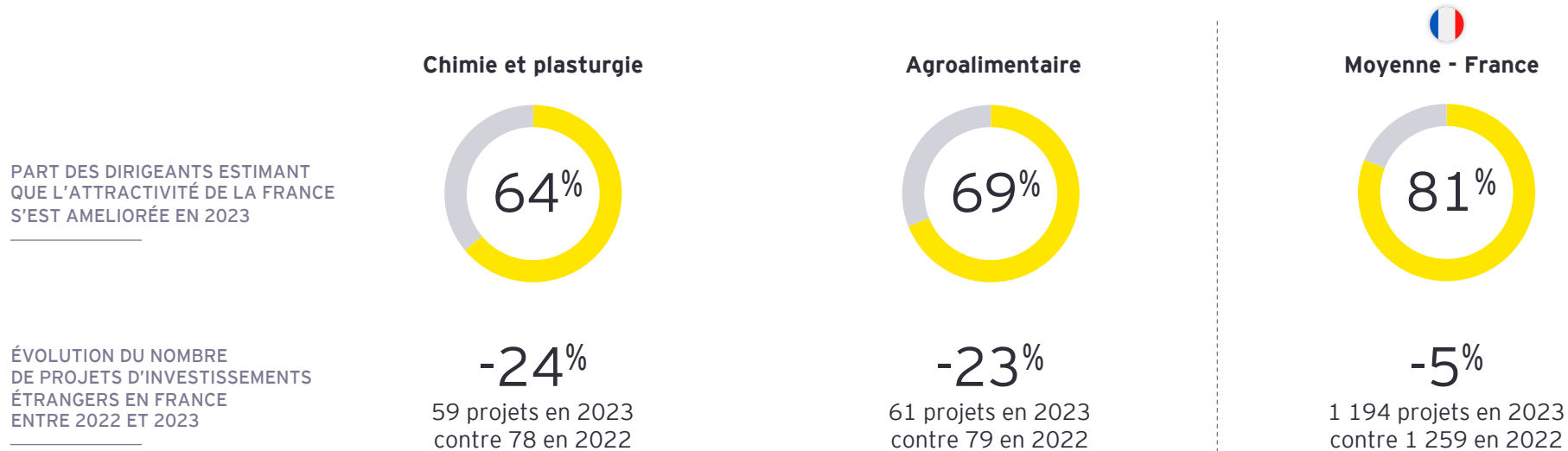
#	PAYS	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	VARIATION PROJETS 22/23	NOMBRE D'EMPLOIS EN 2023	# EMPLOIS
1	 France	530	547	-3 %	20 545	1
2	 Turquie	286	256	+12 %	12 397	4
3	 Royaume-Uni	150	175	-14 %	14 765	2
4	 Pologne	95	81	+17 %	10 302	7
5	 Allemagne	86	106	-19 %	4 836	11
6	 Espagne	78	73	+7 %	14 066	3
7	 Belgique	63	57	+11 %	2 550	17
8	 Serbie	61	47	+30 %	10 436	5
9	 Italie	60	51	+18 %	7 015	8
10	 Hongrie	46	27	+70 %	10 410	6
	Autres	288	336	-19 %	43 495	
	Total	1 743	1 756	-1 %	150 817	

Cependant, attention à nos industries historiques : certaines, comme la chimie et l'agroalimentaire, sont à la peine

LES DONNÉES EY

Pour ces deux secteurs d'activité, la perception de l'attractivité de la France est plus mitigée. Dans la chimie, l'Hexagone a pu apparaître moins compétitif en 2023, en comparaison avec les États-Unis et la Chine. Dans ces pays, le coût de l'énergie est moins élevé en raison de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis et des exportations russes en Chine.

Dans l'agroalimentaire, ce sentiment plus nuancé témoigne de plus faibles perspectives de croissance et de rentabilité en France qu'ailleurs en Europe et de la difficulté des entreprises à obtenir des arbitrages dans un climat sectoriel pesant. Interrogées par EY, dans le cadre d'une étude réalisée pour le compte de l'Ilec, une quarantaine d'entreprises du secteur ont d'ailleurs exprimé des doutes quant à leur présence dans l'Hexagone à l'avenir. Environ un dirigeant sur six envisage de fermer un site de production en France dans les trois prochaines années.



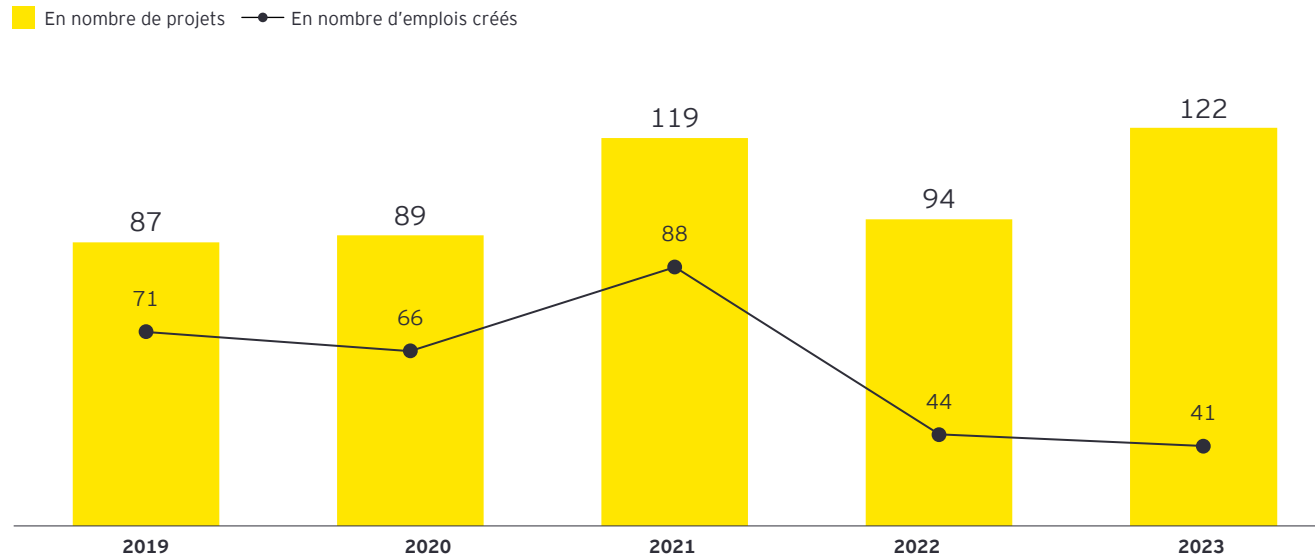
Logistique : 2023, dernière bonne année pour les entrepôts en France ?

LES DONNÉES EY

Après une chute significative en 2022 (-21 %), le nombre d'implantations ou d'extensions de plateformes logistiques repart à la hausse en 2023 (+30 %).

En 2023, 122 projets d'investissements étrangers de ce type ont été recensés dans l'Hexagone. Néanmoins, ces derniers créent moins d'emplois qu'auparavant : 41 en moyenne l'année dernière, contre 88 en 2021 par exemple.

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES PLATEFORMES LOGISTIQUES EN FRANCE ENTRE 2019 ET 2023 ET NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS CRÉÉS PAR PROJET



LE POINT DE VUE EY

La France continue de payer le manque de foncier et la lourdeur des procédures administratives

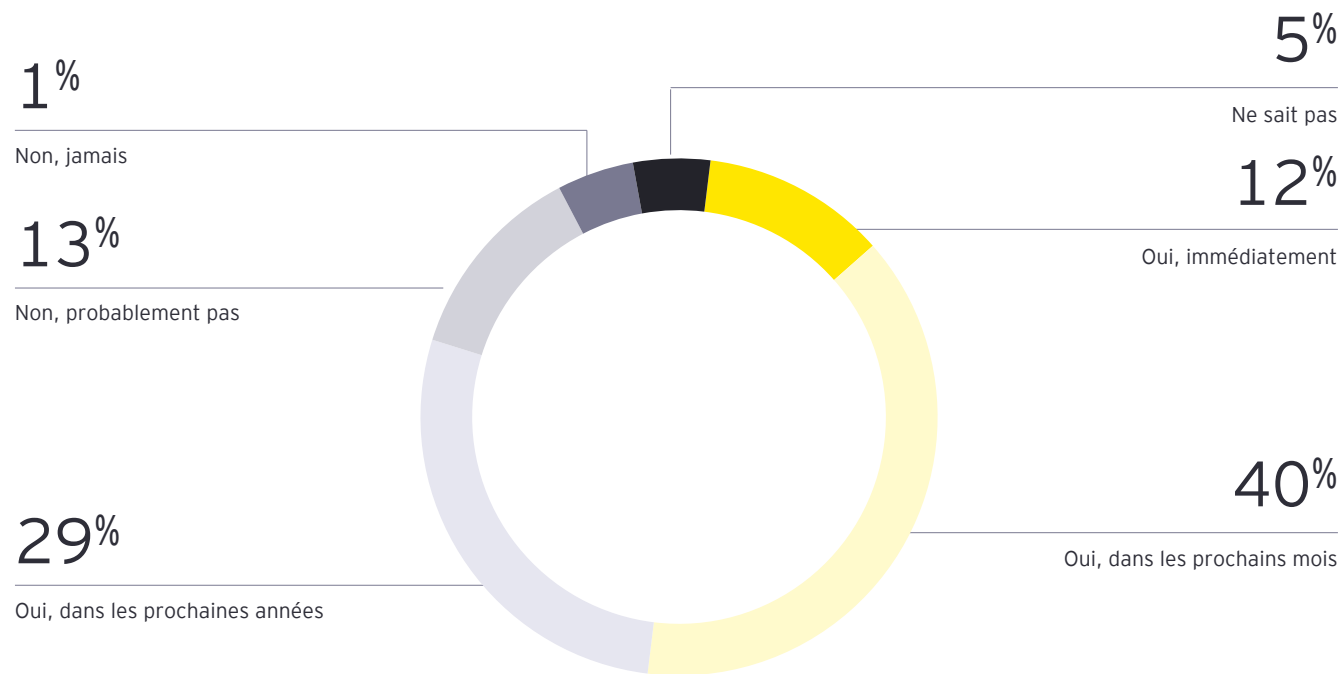
- ▶ En matière d'activités logistiques, la France - 2^e marché de consommateurs en Europe - dispose de sérieux atouts pour convaincre les dirigeants internationaux : localisation centrale sur le continent, passerelle vers le Maghreb, qualité des infrastructures autoroutières, aéroportuaires et ferroviaires, main d'œuvre qualifiée...
- ▶ Au regard de ces différents avantages, la France peut (et doit) faire mieux. Les professionnels de la logistique soulignent le manque de foncier disponible, en partie dû à la mise en place de stratégies locales de sobriété, et des procédures administratives encore trop lourdes et complexes (à titre de comparaison, en 2022, le rapport Guillot précisait que le délai réel d'implantation pour une activité logistique était de neuf mois en France, contre trois mois en Allemagne et deux mois seulement en Pologne).
- ▶ Gérer, mais ne pas exagérer la rareté : la France a construit en partie sa remontada sur sa capacité d'accueil, la volonté nationale et locale d'implanter pour retrouver de l'emploi. La dynamique ne mérite que d'être prolongée.

En matière de relocalisation, la France pourrait bénéficier des intentions des dirigeants, qui ne se traduisent pas encore par des décisions massives

LES DONNÉES EY

81 % des dirigeants expriment leur volonté de rapatrier à court ou moyen terme une partie de leurs activités dans le pays, une proportion en constante augmentation ces dernières années, même si les statistiques publiques montrent qu'il y a peu de relocalisations et qu'elles génèrent peu d'emplois.

AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES, VOTRE ENTREPRISE EST-ELLE SUSCEPTIBLE DE RELOCALISER DES ACTIVITÉS EN FRANCE ?



LE POINT DE VUE EY

En 2023, la dynamique de relocalisation ne se traduit pas par de nouveaux emplois

- ▶ Dans les faits, la réalité de la relocalisation est plus nuancée : selon Trendeo, seules 44 relocalisations d'usines ont eu lieu en 2023, loin des 77 observées en sortie de crise sanitaire (2021).
- ▶ Surtout, ces relocalisations n'ont créé « que » 644 emplois dans nos territoires, deux fois moins que ceux détruits par les 13 délocalisations d'usines recensées par Trendeo l'année dernière.
- ▶ Avec la nécessité de mieux contrôler leurs *supply chains*, d'être à proximité de leurs consommateurs ou d'avoir une chaîne de production plus sobre pour l'environnement, les dirigeants manifestent néanmoins un intérêt davantage qu'une intention, de se rapprocher de l'Europe et, par la même occasion, de la France.
- ▶ C'est, en tout cas, ce que suggèrent les 204 dirigeants interrogés en février et mars. On ne peut cependant prédire aujourd'hui que les relocalisations seront nombreuses et massives. À la même époque, l'année dernière, les investisseurs étrangers que nous avons interrogés exprimaient des intentions similaires.

On constate une diminution récente et assez nette de l'investissement américain en Europe, sans doute sous l'effet de l'*Inflation Reduction Act* (IRA)

LES DONNÉES EY

Les entreprises américaines conservent leur place historique à la tête des investisseurs étrangers en Europe en 2023, devant les entreprises allemandes et britanniques. Le nombre de projets d'IDE en provenance des États-Unis (1 058 en 2023) chute néanmoins de 15 % par rapport à 2022 et de 29 % en comparaison à 2019.

PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN EUROPE EN 2019, 2022 ET 2023

#	PAYS	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	NOMBRE DE PROJETS EN 2019	VARIATION 22/23	VARIATION 19/23
1	États-Unis	1 058	1 240	1 483	-15%	-29%
2	Allemagne	620	686	675	-10%	-8%
3	Royaume-Uni	379	516	493	-27%	-23%
4	France	305	294	362	4%	-16%
5	Chine	257	227	312	13%	-18%
6	Pays-Bas	251	248	210	1%	20%
7	Suisse	235	248	258	-5%	-9%
8	Italie	192	178	200	8%	-4%
9	Japon	187	175	248	7%	-25%
10	Belgique	166	143	138	16%	20%
Total		5 694	5 962	6 412	-4 %	-11 %

LES TERRITOIRES

6

La France plaît aux investisseurs étrangers,
y compris hors de ses grandes métropoles

① ② ③ ④ ⑤ ⑥

Cinq régions françaises figurent dans le top 15 européen

LES DONNÉES EY

Cinq régions françaises (Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est, Hauts-de-France et Occitanie) figurent parmi les quinze régions les plus attractives en Europe en nombre de projets d'investissements étrangers. Forte de son riche passé industriel, d'un écosystème innovant et d'un important vivier de talents, la région Auvergne-Rhône-Alpes progresse de deux places et s'affirme plus que jamais comme un challenger crédible dans le cercle des grandes régions européennes.

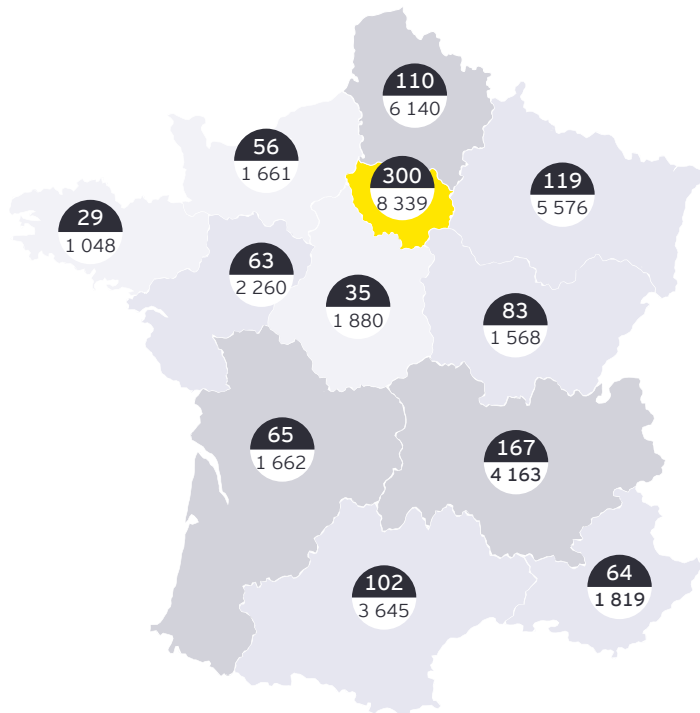
RÉPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR RÉGION EN 2023

#	RÉGION (ville capitale)	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	VARIATION 22-23
1	Grand Londres (Londres)	359	299	+20 %
2	Île-de-France (Paris)	300	326	-8 %
3	Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Düsseldorf)	197	277	-29 %
4	Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon)	167	154	+8 %
5	Flandres (Anvers)	145	160	-9 %
6	Écosse (Edimbourg)	142	126	+13 %
7	Midlands de l'Ouest (Birmingham)	127	74	+72 %
8	Bavière (Munich)	126	150	-16 %
9	Grand Est (Strasbourg)	119	95	+25 %
10	Catalogne (Barcelone)	118	83	+42 %
11	Hauts-de-France (Lille)	110	133	-17 %
12	Berlin (Berlin)	106	168	-37 %
13	Occitanie (Toulouse)	102	85	+20 %
13	Grand Lisbonne (Lisbonne)	102	126	-19 %
15	Bade-Wurtemberg (Stuttgart)	101	36	+181 %
	Autres	3 373	3 670	-8 %
	Total	5 694	5 962	-4 %

L'offre régionale séduit, même si la région capitale domine le classement

LES DONNÉES EY

L'Île-de-France conserve la première place du classement régional français (300 projets) devant l'Auvergne-Rhône-Alpes (167) et le Grand Est (119). Cependant, la région francilienne ne représente plus « que » 25 % du total des investissements, contre 29 % entre 2015 et 2019.



RÉPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR RÉGION EN 2023

#	RÉGION	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	% DU NOMBRE TOTAL DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS EN 2023	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS EN 2022
1	Île-de-France	300	25 %	326	8 339	8 734
2	Auvergne-Rhône-Alpes	167	14 %	154	4 163	5 121
3	Grand Est	119	10 %	95	5 576	3 397
4	Hauts-De-France	110	9 %	133	6 140	5 185
5	Occitanie	102	8 %	85	3 645	2 504
6	Bourgogne-Franche-Comté	83	7 %	74	1 568	1 106
7	Nouvelle-Aquitaine	65	5 %	102	1 662	2 793
8	Provence-Alpes-Côte d'Azur	64	5 %	82	1 819	2 527
9	Pays-de-la-Loire	63	5 %	70	2 260	1 709
10	Normandie	56	5 %	48	1 661	1 796
11	Centre-Val de Loire	35	3 %	41	1 880	1 965
11	Bretagne	29	3 %	48	1 048	1 258
13	La Réunion	1	1 %	1	12	7
Total		1 194	100 %	1 259	39 773	38 102

xx Nombre de projets en 2023
xxx Nombre d'emplois créés en 2023

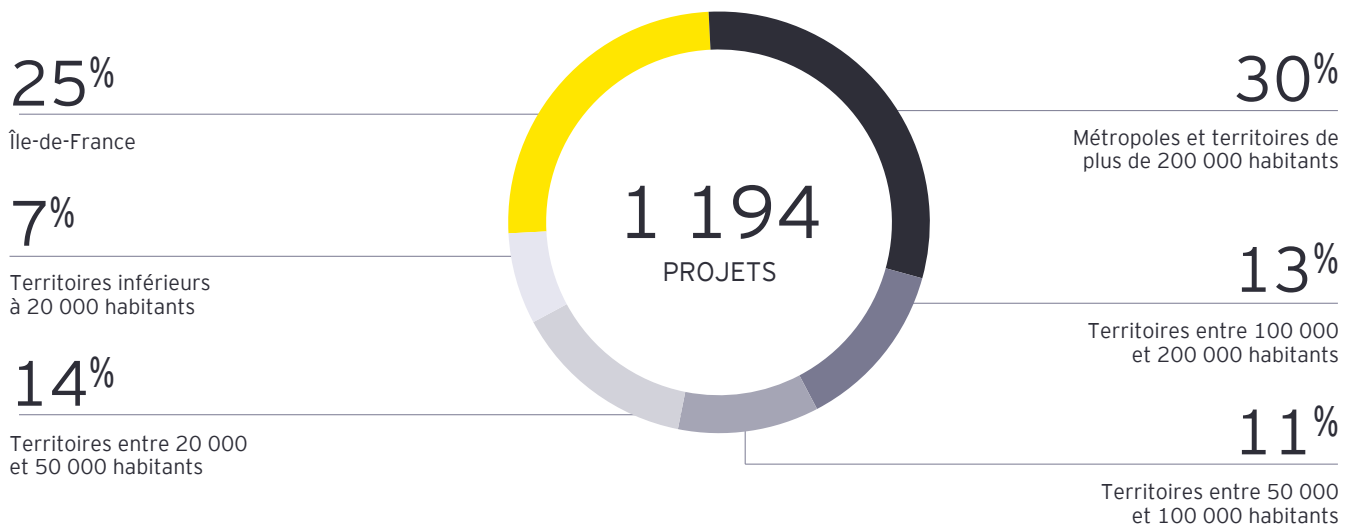
En 2023, près d'un projet d'investissement étranger sur deux concerne des zones rurales ou des agglomérations moyennes

LES DONNÉES EY

Selon notre recensement, 45 % des implantations et extensions se situent dans des bassins de moins de 200 000 habitants (et 1/3 en dessous de 100 000 habitants). De plus, en 2023, 40 % des investissements étrangers manufacturiers ont eu lieu dans des territoires de moins de 50 000 habitants.

Ces territoires séduisent principalement les industriels, qui y trouvent plus facilement les terrains et les compétences qu'ils recherchent. Le dynamisme des collectivités est également plus intense que dans les métropoles. Ces dernières redoublent d'efforts pour attirer des investisseurs et créer de l'emploi sur leur territoire suite aux chocs de la désindustrialisation, l'augmentation du chômage et la perte de ressources fiscales qui en ont découlé.

RÉPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR TYPE DE TERRITOIRE (2023)



LE POINT DE VUE EY

Le savoir-faire et l'identité des *Territoires d'Industrie* séduit les investisseurs étrangers

- ▶ Cette année encore, l'analyse des projets d'investissements étrangers dans l'Hexagone illustre la capacité des grandes métropoles françaises - Paris en tête - à attirer sur leur territoire les IDE les plus stratégiques. 86 % des implantations et extensions de centres de décision en France ont lieu dans des métropoles ou des agglomérations de plus de 200 000 habitants. 74 % s'agissant des centres de recherche et de développement.
- ▶ Les projets d'implantation d'activités industrielles répondent à une logique géographique différente et sont pour la plupart localisés dans les villes moyennes (40 % dans des territoires de moins de 50 000 habitants).
- ▶ Ils bénéficient à des bassins en difficulté, où les taux de chômage sont plus élevés, mais où il existe un savoir-faire indéniable et une forte identité industrielle, contribuant ainsi à leur revitalisation. En 2023, 71 % des emplois « apportés » par les projets d'investissements étrangers manufacturiers ont été créés dans des EPCI labellisés « *Territoires d'Industrie* ».

Annexes

ANNEXE - AILLEURS EN EUROPE

Indicateurs clés sur les performances des principaux pays d'accueil d'IDE en Europe en 2023 (1/2)

Royaume-Uni (2^e, 985 projets, +6 % vs 2022)

- ▶ Hausse du nombre d'IDE dans les services (+41 % pour les projets de centres de services, +67 % pour ceux liés aux activités de ventes et de marketing), en particulier dans la tech et la finance, deux premiers secteurs d'accueil des investissements étrangers au Royaume-Uni en 2023.
- ▶ Baisse des investissements manufacturiers (-14 %), notamment dans les industries agroalimentaire et pharmaceutique.
- ▶ Chute du nombre de projets dans les centres de décision (-34 %), mais le Royaume-Uni reste le 1^{er} pays d'accueil pour ce type de projets en Europe.
- ▶ Progression des IDE dans les Midlands de l'Ouest (+72 %), en Écosse (+13 %) et dans le Grand Londres (+20 %). Ces 3 régions captent près des deux tiers des IDE au Royaume-Uni en 2023.

Allemagne (3^e, 733 projets, -12 % vs 2022)

- ▶ Diminution du nombre de projets dans les centres de décision (-59 %), les activités de ventes et de marketing (-20 %) et la logistique (-9 %).
- ▶ Baisse également des investissements étrangers dans l'industrie (-19 %), en particulier dans la chimie, l'électronique et la pharmaceutique. Ces secteurs représentent, néanmoins, un tiers des IDE dans les centres de R&D et ont contribué à la progression de ce type de projets en 2023 (+23 %). Progression également du nombre d'investissements dans les centres de services (+13 %).
- ▶ Chute du nombre d'IDE en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (-29 %), en Bavière (-16 %), à Berlin (-37 %), mais progression spectaculaire dans le land de Bade-Wurtemberg (+181 %).

Turquie (4^e, 375 projets, +17 % vs 2022)

- ▶ Progression du nombre d'IDE dans l'industrie (+12 %), en particulier dans la chimie et plasturgie, les équipements industriels et l'automobile. En 2023, environ 3 projets d'IDE sur 4 en Turquie sont des implantations ou extensions d'usines.
- ▶ Multiplication par 4,6 du nombre de projets dans les activités de ventes et de marketing (37 en 2023, contre 8 en 2022), portés par les secteurs des transports, en contraste avec la baisse du nombre d'investissements dans la logistique (-68 % vs 2022).

Espagne (5^e, 375 projets, +17 % vs 2022)

- ▶ Hausse du nombre de projets d'IDE dans l'industrie (+7 %) et les services aux entreprises (+6 %). Forte progression également des investissements dans les centres de R&D (+47 %), qui comptent, néanmoins, pour seulement 8 % des IDE espagnols en 2023.
- ▶ Diminution significative du nombre d'IDE dans la logistique (-28 %) et les centres de décision (un seul projet en 2023 vs 19 en 2022).
- ▶ Augmentation des investissements en Catalogne (+42 %, 118 projets), qui dépasse Madrid au classement des régions espagnoles en 2023 (-33 %, 74 projets). La Catalogne et la Communauté Autonome de Madrid comptent pour 63 % des IDE en Espagne l'année dernière.

Indicateurs clés sur les performances des principaux pays d'accueil d'IDE en Europe en 2023 (2/2)

Pologne (6^e, 375 projets, -3 % vs 2022)

- ▶ Hausse du nombre de projets dans les sites de production (+17 %), en particulier dans les équipements industriels, l'automobile et les produits de consommation. Les implantations et extensions d'usines représentent plus de 40 % des IDE en Pologne en 2023.
- ▶ Nette augmentation du nombre d'investissements étrangers dans les centres de services aux entreprises (+41 %), dont près des deux tiers sont situés dans les régions de Varsovie et de Cracovie.
- ▶ Baisse des IDE dans la logistique (-42 %) et les centres de R&D (-18 %).

Portugal (7^e, 221 projets, -11 % vs 2022)

- ▶ Hausse de 20 % du nombre de projets dans les centres de services, situés pour la quasi-totalité d'entre eux dans les régions de Porto et de Lisbonne. Ces projets comptent pour plus de la moitié des IDE au Portugal en 2023 (56 %).
- ▶ Baisse du nombre d'investissements étrangers dans les activités de ventes et de marketing (-61 %), l'industrie (-18 %) et la recherche et développement (-33 %).
- ▶ Diminution de 19 % des IDE dans la tech et de 28 % dans la finance, en contraste avec la progression observée dans les services aux entreprises (+35 %) et les transports (+50 %). Ces quatre secteurs sont les principaux secteurs d'accueil des IDE au Portugal en 2023.

Belgique (8^e, 215 projets, -8 % vs 2022)

- ▶ Hausse du nombre de projets dans l'industrie (+11 %), en particulier dans les secteurs de l'énergie, de la pharmaceutique et de l'automobile. Progression également dans les centres de services (+11 %). Ces deux catégories d'activités ont accueilli la moitié des IDE en Belgique en 2023.
- ▶ Baisse des investissements étrangers dans la logistique (-28 %) et dans la recherche et développement (-26 %).
- ▶ Diminution des IDE dans la région de Bruxelles (-13 %) et dans la région des Flandres (-9 %), qui a accueilli près des trois quarts des projets d'IDE en Belgique en 2023. Seule la Wallonie enregistre une hausse du nombre d'investissements étrangers (+7 %).

Italie (9^e, 214 projets, -12 % vs 2022)

- ▶ Augmentation du nombre d'IDE dans la logistique (+19 %) et les activités manufacturières en 2023 (+18 %), en particulier dans les secteurs des équipements industriels et de la pharmaceutique, en contraste avec la baisse enregistrée dans les activités de services (-21 %) et les centres de décision (1 seul projet en 2023, vs 21 en 2022).
- ▶ Diminution des IDE dans les principaux secteurs serviciels, à l'image des services IT (-23 %), de la finance (-53 %) et des services aux entreprises (-62 %).
- ▶ Baisse des projets en Lombardie (-22 %), qui compte pour 43 % des IDE italiens en 2023.

Pays-Bas (10^e, 157 projets, +7 % vs 2022)

- ▶ Forte progression des projets dans les activités de services et de R&D, portée par les secteurs IT, des services aux entreprises, de la pharmaceutique, et de la finance.
- ▶ Baisse des investissements étrangers dans la logistique (-68 %), l'industrie (-65 %) et les centres de décision (5 projets en 2023 vs 21 en 2022).

ANNEXE - AILLEURS EN EUROPE

Principaux projets recensés en 2023 au sein des 9 principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe

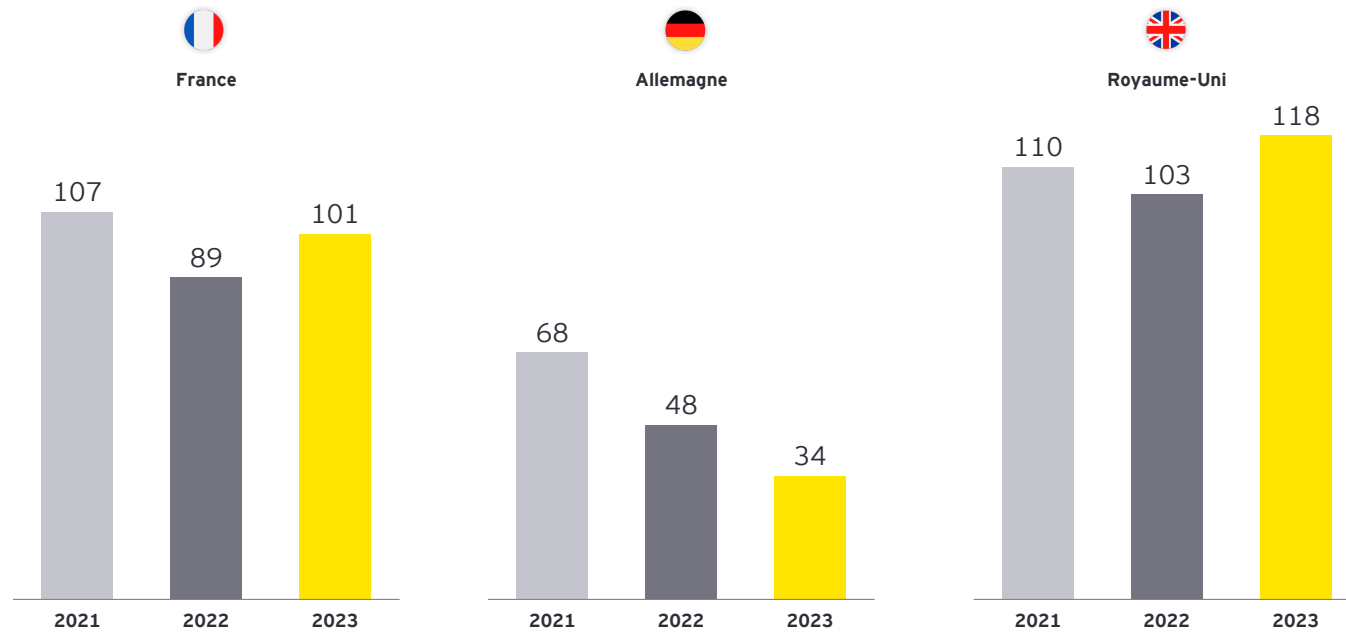
#	PAYS	PRINCIPAUX PROJETS RECENSÉS EN 2023
1	 France	<ul style="list-style-type: none"> ProLogium - Dunkerque (usine de batteries pour véhicules électriques, +700 emplois créés) Pentalog - Orléans (solutions et produits technologiques de pointe, 500 emplois créés) Automotive Cells Company - Billy-Berclau (usine de batteries pour véhicules électriques, 400 emplois créés)
2	 Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> Tata Group - Bridgewater (usine de batteries pour véhicules électriques, 4 000 emplois créés) Amazon - Durham (centre de logistique, 2 000 emplois créés) Lidl - Luton (ouverture d'un centre de distribution régional, 1 500 emplois créés)
3	 Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> Eli Lilly & Company - Alzey (site de production pharmaceutique, 1 000 emplois créés) Ferrero OHG MbH - Stadtallendorf (usine de productions de confiseries, 1 000 emplois créés) iDM Energiesysteme GmbH - Bernsdorf (usine de production de pompes à chaleur, 600 emplois créés)
4	 Turquie	<ul style="list-style-type: none"> Meritus Upravljanje - Şanlıurfa (call center, 1 900 emplois créés) MAN Truck & Bus - Ankara (centre d'essais et de développement de produits, 1 000 emplois créés) HMY Group - Çerkezköy (usine de fabrication de machines et d'équipements de bureau, 650 emplois créés)
5	 Espagne	<ul style="list-style-type: none"> PowerCo - Sagunto (usine de batteries pour véhicules électriques, 3 000 emplois créés) C2X - Huelva (usine de production de biogaz, 2 500 emplois créés) Microsoft - Saragosse (data centers, 2 100 emplois créés)
6	 Pologne	<ul style="list-style-type: none"> Intel Corporation - Miękinia (usine d'intégration et de test de semi-conducteurs, 2 000 emplois créés) Visa Inc. - Varsovie (centre technologique, 1 500 emplois créés) Daikin - Ksawerów (usine de fabrication de pompes à chaleur, 1 000 emplois créés)
7	 Portugal	<ul style="list-style-type: none"> AstraZeneca PLC - Lisbonne (centre de services partagés, 800 emplois créés) Coloplast - Felgueiras (centre de production de soins de santé intimes, 800 emplois créés) Somfy - Felgueiras (centre industriel pour assemblage de systèmes d'ouvertures et de fermetures motorisées, 800 emplois créés)
8	 Belgique	<ul style="list-style-type: none"> Volvo Cars - Gent (usine de batteries pour véhicules électriques, 500 emplois créés) Kuehne + Nagel - Beringen (centre logistique, 400 emplois créés) Glas Trösch - Lommel (usine de production de verre flotté, 300 emplois créés)
9	 Italie	<ul style="list-style-type: none"> Loro Piana - Fermo (usine de production de chaussures, +1 900 emplois créés) Accenture - Cosenza (conseil aux entreprises, +1 200 emplois créés) GSK - Sienne (centre de recherche et développement sur les vaccins, +1 200 emplois créés)

ANNEXE - FOCUS TOP 3 EUROPÉEN

Nombre de projets ayant créé plus de 100 emplois en France, au Royaume-Uni et en Allemagne

LES DONNÉES EY

En 2023, la France a accueilli 101 projets de plus de 100 emplois, en grande partie des extensions de sites industriels. Ces projets concernent tous les secteurs d'activité et tous les territoires (12 régions sur 12).

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AYANT CRÉÉ PLUS DE 100 EMPLOIS EN FRANCE, AU ROYAUME-UNI ET EN ALLEMAGNE











ANNEXE - PROFIL DES IDE EN FRANCE

Où investissent les entreprises françaises en Europe ?

LES DONNÉES EY

En 2023, 305 entreprises françaises ont annoncé de nouvelles implantations ou extensions en Europe, notamment au Royaume-Uni (51 projets), en Belgique (38) et en Espagne (36). La France est le 4^e pays pourvoyeur d'IDE en Europe, derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

10 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN PROVENANCE DE FRANCE ANNONCÉS EN EUROPE EN 2023, EN NOMBRE DE PROJETS

#	PAYS	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	VARIATION 2022/2023	% TOTAL DES PROJETS EN 2023
1	 Royaume-Uni	51	43	+19 %	17 %
2	 Belgique	38	30	+27 %	12 %
3	 Espagne	36	47	-23 %	12 %
4	 Allemagne	30	48	-38 %	10 %
5	 Portugal	29	25	+16 %	9 %
6	 Italie	26	35	-26 %	8 %
7	 Turquie	21	13	+62 %	7 %
8	 Pologne	12	13	-8 %	4 %
9	 Pays-Bas	10	3	+233 %	3 %
10	 Suisse	8	7	+14 %	3 %
	Autres	44	30	+50 %	15 %
Total		305	294	+4 %	100 %
















ANNEXE - PROFIL DES IDE EN FRANCE

15 principaux pays d'origine des projets d'investissements étrangers en France

LES DONNÉES EY

Les entreprises américaines conservent leur place historique à la tête des investisseurs étrangers en France en 2023, devant les entreprises allemandes et belges. Cependant, elles ne représentent plus que 18 % du total des investissements, soit 4 p.p. de moins qu'entre 2015 et 2019, et loin des pourcentages du début des années 2010 (32 % en 2012, par exemple). Les investissements d'origine européenne représentent, quant à eux, plus de 60 % des IDE en 2023.

PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2023

#	PAYS	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	% TOTAL DES PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	% TOTAL DES PROJETS EN 2022	% TOTAL DES PROJETS 2015-2019
1	 États-Unis	215	18 %	248	20 %	22 %
2	 Allemagne	183	15 %	209	17 %	16 %
3	 Belgique	89	7 %	79	6 %	6 %
4	 Royaume-Uni	77	6 %	104	8 %	8 %
5	 Suisse	71	6 %	66	5 %	6 %
6	 Italie	67	6 %	68	5 %	6 %
7	 Pays-Bas	63	5 %	72	6 %	3 %
8	 Japon	54	5 %	43	3 %	5 %
9	 Canada	52	4 %	52	4 %	4 %
10	 Espagne	39	3 %	40	3 %	4 %
11	 Irlande	30	3 %	32	3 %	1 %
11	 Chine	30	3 %	17	1 %	3 %
13	 Suède	28	2 %	30	2 %	2 %
14	 Autriche	16	1 %	9	1 %	1 %
15	 Tunisie	15	1 %	10	1 %	< 1 %
	Autres	165	15 %	180	15 %	13 %
	Total	1 194	100 %	1 259	100 %	100 %

ANNEXE - PROFIL DES IDE EN FRANCE

Principaux secteurs accueillant des projets d'investissements étrangers en France en 2023

LES DONNÉES EY

Deux des trois secteurs ayant attiré le plus d'investissements étrangers en 2023 figuraient déjà au sein du podium en 2022 : le numérique (logiciels et services IT) ainsi que la construction des équipements de transport. Ils connaissent cependant une baisse du nombre de projets captés, respectivement de 2 % et de 1 %.

La diminution du nombre d'IDE est plus significative dans le secteur des services aux entreprises (-47 %), qui cède sa place au sein du top 3 au secteur des équipements industriels. Notons que les investissements étrangers sont en hausse dans les transports et la logistique (+30 %) et dans le secteur des produits électroniques (+18 %).

PRINCIPAUX SECTEURS ACCUEILLANT DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2023

SECTEUR	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	VARIATION 2022/2023	% TOTAL DES PROJETS EN 2023	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS EN 2023
Logiciels et services IT	135	138	-2 %	11 %	4 361
Constructeurs et fabricants de moyens de transport	128	129	-1 %	11 %	7 123
Équipements industriels	92	94	-1 %	8 %	2 659
Transports et logistique	91	69	+30 %	8 %	3 231
Services aux entreprises et aux professionnels	90	171	-47 %	8 %	3 034
Électronique	84	71	+18 %	7 %	2 537
Ameublement, bois et verre	71	69	+3 %	6 %	1 339
Énergie	65	72	-10 %	5 %	1 363
Agroalimentaire	61	79	-23 %	5 %	1 707
Chimie et plasturgie	59	78	-24 %	5 %	1 332
Autres	318	289	+10 %	27 %	11 087
Total	1 194	1 259	-5 %	100 %	39 773

ANNEXE - PROFIL DES IDE EN FRANCE

Principales activités accueillant des projets d'investissements étrangers en France en 2023

LES DONNÉES EY

En complément des analyses sur l'industrie, les centres de R&D, les sièges sociaux ou encore les plateformes logistiques (cf. parties précédentes du baromètre 2024 de l'attractivité de la France), notons qu'en 2023, le nombre de projets dans les implantations tertiaires à moyenne valeur ajoutée (centres de services aux entreprises, activités de ventes et de marketing) est en baisse, du fait du travail à distance mais aussi des mouvements de *nearshoring* et d'*offshoring* dans des pays à moindres coûts (Pologne, Grèce, Portugal, Espagne, Maghreb...).

PRINCIPALES ACTIVITES ACCUEILLANT DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2023

ACTIVITÉ	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	VARIATION 2022/2023	% TOTAL DES PROJETS EN 2023	% TOTAL DES PROJETS ENTRE 2015 ET 2019***	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS EN 2023
Sites de production	530	547	-3 %	45 %	32 %	20 545
Centres de services aux entreprises*	217	252	-14 %	18 %	38 %	7 481
Centres de R&D	123	144	-15 %	10 %	10 %	3 569
Plateformes logistiques	122	94	+30 %	10 %	10 %	4 599
Activités de marketing et ventes	117	139	-16 %	10 %	***	1 697
Centres de décision	71	78	-9 %	6 %	5 %	1 603
Autres**	14	5	+180 %	1 %	5 %	279
Total	1 194	1 259	-5 %	100 %	100 %	39 773

* Centres de relation client, centres de services partagés, back-offices SI, Finance et RH, etc.

** Internet Data Centre, Education & Training, Testing & Servicing, etc.

*** La catégorie « centre de services aux entreprises » et « activités de marketing et ventes » ne formaient qu'une seule catégorie.

ANNEXE - PROFIL DES IDE EN FRANCE

L'Hexagone est la première destination en Europe pour les investissements étrangers dans l'IA

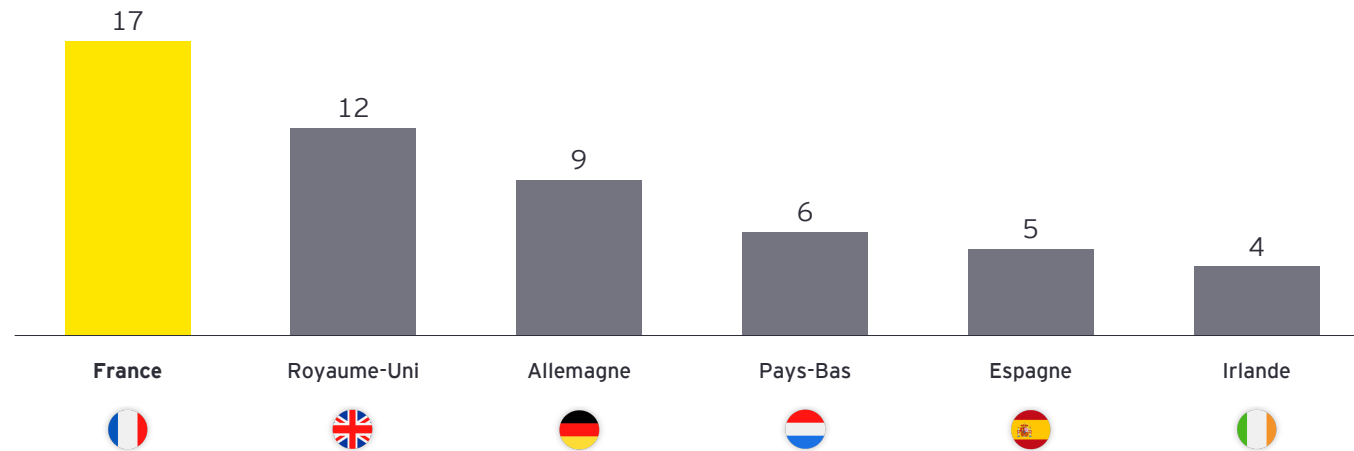
LES DONNÉES EY

En 2023, la France - Paris en tête - a attiré 17 projets liés à l'IA, soit davantage que le Royaume-Uni (12 projets) et l'Allemagne (9 projets).

Les implantations et extensions dans l'Hexagone sont essentiellement des centres de R&D, à l'image de celui de **AI Redefined**, entreprise spécialisée dans les technologies de collaboration entre l'homme et l'intelligence artificielle. Ces projets témoignent de l'attrait de la France pour les investisseurs étrangers dans ce domaine.

Notons également qu'en janvier 2024, **Google** a inauguré son nouveau centre pour l'IA à Paris, rejoignant ainsi **Meta**, **IBM** et **Samsung** parmi les entreprises dotées d'un centre de recherche en intelligence artificielle dans la capitale française.

PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN 2023



ANNEXE - **EXEMPLES D'IDE EN FRANCE**

France 2030/Automobile & Aéronautique : dans l'industrie automobile et aéronautique, les projets d'IDE sont davantage tournés vers la mobilité décarbonée

EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN 2023
AUTOUR DE LA MOBILITÉ DÉCARBONÉE EN FRANCE

ProLogium

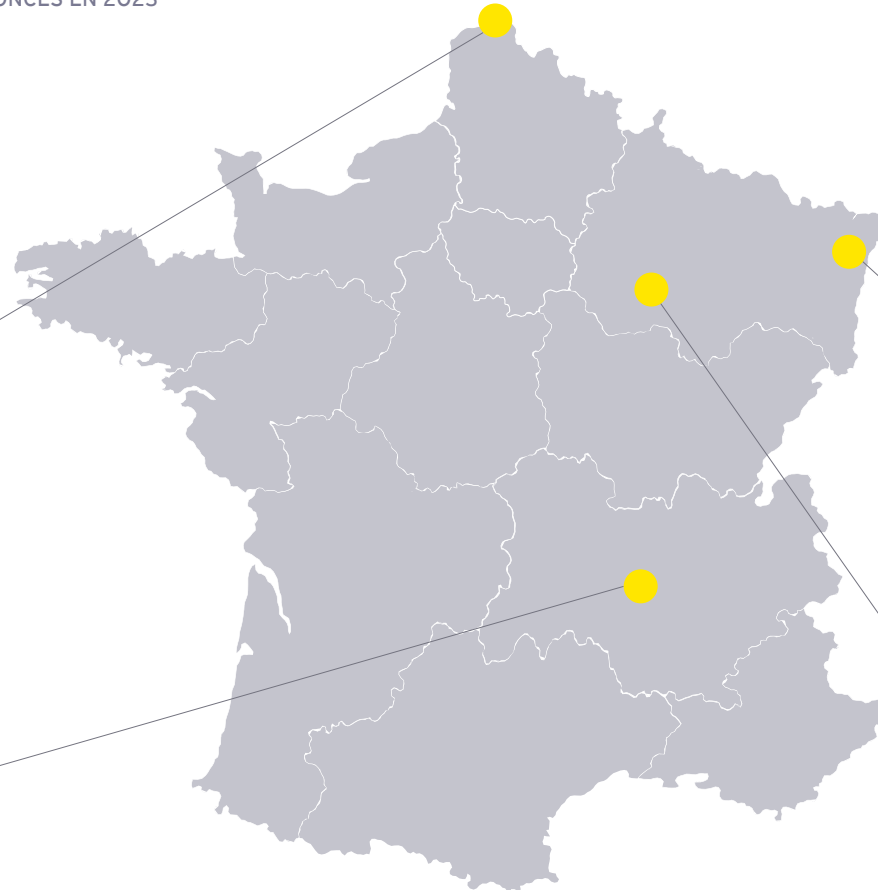
(Dunkerque, Nord)

En mai 2023, l'entreprise taïwanaise a annoncé qu'elle allait implanter à Dunkerque sa première usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques en Europe. 3 000 emplois directs pourraient être créés.

Iveco Group

(Annonay, Ardèche)

À l'occasion du dernier sommet Choose France, Iveco Group, a dévoilé son intention d'investir, en 2023, 115 millions d'euros en Ardèche et en Saône-et-Loire pour accroître sa production de bus électriques et à hydrogène. L'entreprise franco-italienne emploie aujourd'hui près de 4 500 personnes en France.

**Dumarey Powerglide**

(Strasbourg, Bas-Rhin)

Après avoir récemment investi en Italie, l'entreprise belge Dumarey Powerglide compte réinvestir sur son site strasbourgeois. Ce projet a pour objectif la mise au point de technologies de propulsion à l'hydrogène et à l'électricité et de systèmes connexes de stockage de l'énergie.

Daimler Truck

(Ligny-en-Barrois, Meuse)

L'allemand Daimler Truck va investir 50 millions d'euros d'ici 2030 en vue de moderniser son outil de production et d'adapter son site à la production d'autobus électriques et passer vers la mobilité bas-carbone.

ANNEXE - **EXEMPLES D'IDE EN FRANCE**

France 2030/Santé : dans le secteur de la santé, l'analyse des projets témoigne d'un accroissement des capacités de production et des efforts en matière d'innovation

EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN 2023
DANS LES SECTEURS PHARMACEUTIQUES ET DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX EN FRANCE

GSK

(Mayenne, Mayenne)

Comme annoncé lors du sommet Choose France, le groupe britannique pharmaceutique GSK va investir plus de 240 millions d'euros dans trois sites industriels français dont celui de Mayenne, spécialisé dans la production d'antibiotiques, pour la période 2023-2025.

Evotec

(Toulouse, Haute-Garonne)

Le groupe allemand de R&D pharmaceutique agrandit son site toulousain. Le groupe vient d'obtenir un prêt de la Banque européenne d'investissement (BEI) de 150 millions d'euros pour financer la R&D et la construction - en cours - d'une usine d'anticorps monoclonaux, qui ouvrira fin 2024.

Quantoom Biosciences

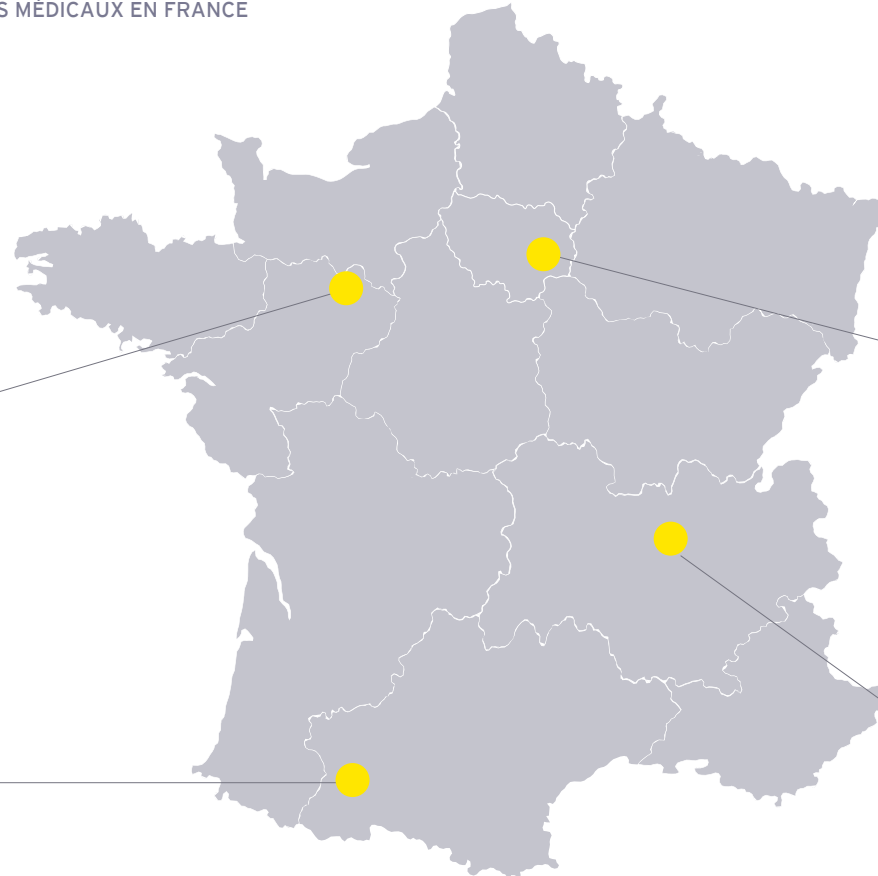
(Evry Courcouronnes, Essonne)

Quantoom Biosciences, filiale de l'entreprise belge Univercells, produit des vaccins à ARN messager. L'entreprise agrandit son site d'Évry. Les nouvelles surfaces, quatre fois plus grandes, sont destinées à accélérer les activités de R&D liées à l'ADN et aux enzymes.

Benta Lyon

(Saint-Genis-Laval, Rhône)

Soutenu par le plan France Relance, le groupe pharmaceutique libanais Benta a annoncé la relocalisation en France d'une partie de ses activités industrielles. Sur son site de Saint-Genis-Laval, Benta assurera la production de six nouveaux médicaments sous forme de comprimés solides : ciprofloxacine, clonazépam, clopidogrel, cyclophosphamide, diazépam, furosémide.



ANNEXE - **EXEMPLES D'IDE EN FRANCE**

France 2030/Énergie : dans les énergies renouvelables, les investisseurs étrangers accélèrent la transition énergétique de la France

EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN 2023
DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES OU NUCLÉAIRE EN FRANCE

Renner Énergies

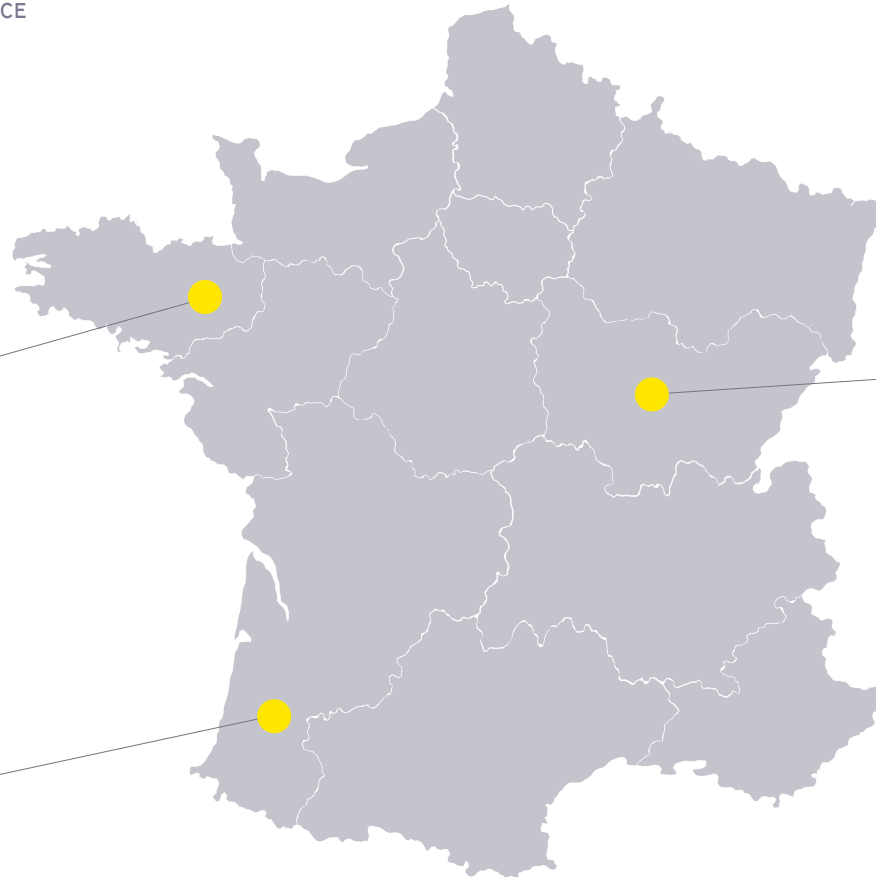
(Rennes, Ille-et-Vilaine)

Le groupe Renner Énergies, opérateur de projets solaires et éoliens, ouvre une agence à Rennes, avec pour ambition de développer différents projets locaux, dont l'installation de trois éoliennes. Dix emplois ont été créés par l'entreprise belge.

Reden Solar

(Roquefort, Lot-et-Garonne)

Reden Solar va investir 4 millions d'euros pour moderniser son site de Roquefort et construire une nouvelle ligne de production de panneaux photovoltaïques. Reden Solar envisage de créer 20 emplois supplémentaires.



Neotiss

(Venarey-les-Laumes, Côte d'Or)

Neotiss, spécialisée dans la fabrication de tubes pour l'industrie nucléaire, va investir plus d'un million d'euros pour l'achat d'une nouvelle machine à souder afin d'augmenter ses capacités de production. Une vingtaine de recrutements sont prévus.

ANNEXE - **EXEMPLES D'IDE EN FRANCE**

France 2030/Spatial : en 2023, la France a réussi à attirer les investissements étrangers qui lui permettront de prendre toute sa part dans l'aventure spatiale

EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN 2023
DANS LE SECTEUR DE L'AÉROSPATIALE EN FRANCE

Astroscale

(Toulouse, Haute-Garonne)

L'entreprise japonaise Astroscale, leader du marché des services en orbites, installe son centre technique à Toulouse. Ce site accueillera également des activités de recherche. À terme, l'établissement emploiera jusqu'à une trentaine de personnes.

E-Space

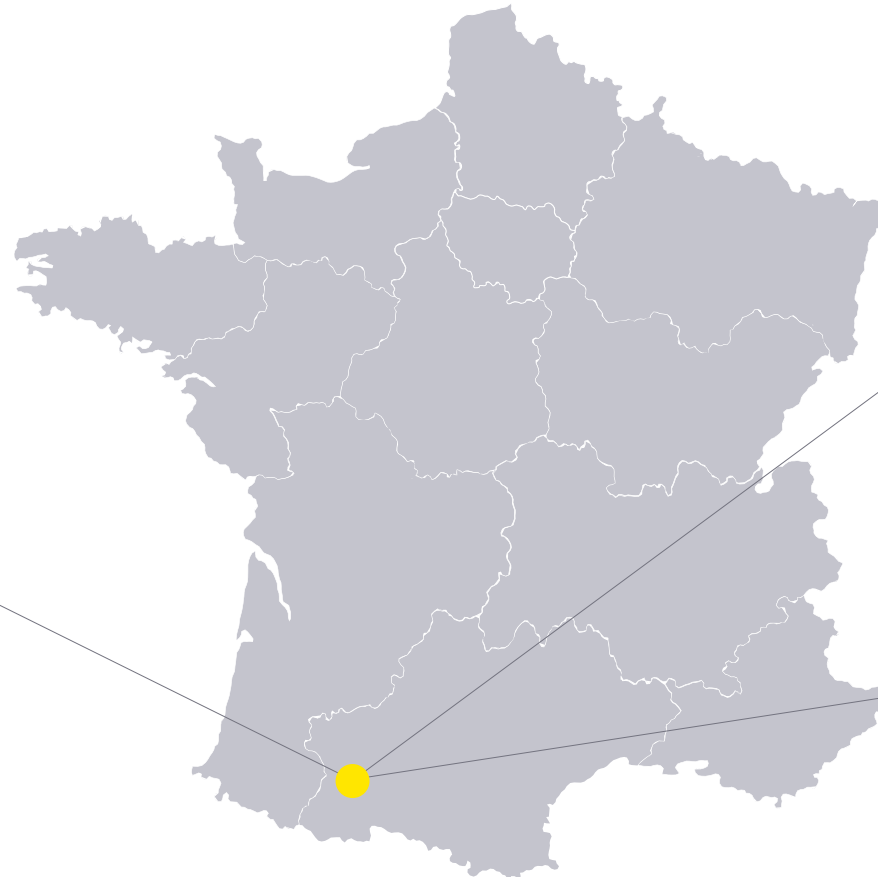
(Toulouse, Haute-Garonne)

La start-up E-Space a annoncé l'installation de son siège européen à Toulouse, où elle va créer une usine de 20 000 m² dédiée aux nanosatellites. L'entreprise compte recruter 260 personnes.

Tekever

(Toulouse, Haute-Garonne)

La société portugaise Tekever, spécialisée dans la fabrication de drones, a annoncé la création d'une antenne à Toulouse pour ses activités spatiales. Une dizaine de personnes devraient être recrutées d'ici un an.



Contacts

Marc Lhermitte

Associé - Ernst & Young Advisory
marc.lhermitte@fr.ey.com

Yannick Cabrol

Senior manager - Ernst & Young Advisory
yannick.cabrol@fr.ey.com

Clément Visbecq

Consultant Senior - Ernst & Young Advisory
clement.visbecq@fr.ey.com

Arwin Chanemougame

Consultant - Ernst & Young Advisory
arwin.chanemougame@fr.ey.com

EY | Building a better working world

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2024 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2403BMC049.
SCORE N°2024-023
ED None.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr